

COI Focus

SALVADOR Situation sécuritaire

15 juillet 2019 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	5
1. Nature de la violence.....	6
2. Auteurs de la violence	7
2.1. Les gangs	7
2.2. Les forces de sécurité.....	9
3. Cibles de la violence	11
3.1. Personnes perçues par les gangs comme contrevenant à leurs règles ou résistant à leur autorité	11
3.2. Personnes susceptibles d'être victimes d'extorsion	12
3.3. Informateurs, témoins et victimes de crimes commis par les gangs ou par les forces de sécurité	13
3.4. Proches / voisins / autres personnes perçues comme affiliées à un gang	13
3.5. Personnes ayant quitté ou trahi le gang	14
3.6. Mineurs et jeunes	14
3.7. Jeunes femmes et mineures.....	15
3.8. Personnes LGBT.....	16
3.9. Certaines professions	17
3.10. (Ex-)policiers et (ex-)militaires	18
3.11. Autres agents du secteur public, en particulier ceux impliqués dans l'investigation ou la lutte contre le crime organisé, y compris des juges, procureurs et avocats	18
3.12. Membres de la famille, personnes à charge, autres membres du ménage des personnes tombant dans les profils à risque.....	19
3.13. Indigènes.....	19
4. Répartition géographique de la violence	19
5. Impact de la violence sur la vie quotidienne	19
5.1. Société	19
5.2. Liberté de mouvement	21
5.3. Agriculture et pisciculture	22
5.4. Enseignement	22
5.5. Commerce	23
5.6. Vie politique.....	23
6. Déplacement interne	24
Résumé	28
Bibliographie	29

Liste des sigles utilisés

AI	Amnesty International
APES	Asociación de Periodistas de El Salvador
ARRPAS	Asociación de Radiodifusión Participativa de El Salvador
BBC	British Broadcasting Corporation
CEAR	Comisión Española de Ayuda al Refugiado
CESEDEN	Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional
CISR	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
CMS	Center for Migration Studies
CNSCC	Consejo Nacional de Seguridad Ciudadana y Convivencia
FMLN	Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional
FUSADES	Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social
GIWPS	Georgetown Institute for Women, Peace and Security
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IDHUCA	Instituto de Derechos Humanos de la UCA
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
IEEE	Instituto Español de Estudios Estratégicos
ILGA	International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association
IPS	Inter Press Service
IUDOP	Instituto Universitario de Opinión Pública
LARR	Latin American Research Review
LGBT	Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre
MS	Mara Salvatrucha
MSF	Médecins sans frontières
NRC	Norwegian Refugee Council
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PESS	Plan El Salvador Seguro
PPDH	Procuradería para la Defensa de los Derechos Humanos
SSPAS	Servicio Social Pasionista
TAM	Tribunal Administrativo Migratorio

UCA Universidad Centroamericana José Simeón Cañas
UNHCR United Nations High Commissioner for Refugees
USDOS United States Department of State

Introduction

La présente recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Salvador. Clôturée le 15 juillet 2019, elle met à jour un COI Focus daté du 27 février 2015.

L'analyse se compose de six parties. Après s'être intéressé à la nature de la violence, le Cedoca décrit ses auteurs, ses cibles, sa répartition territoriale dans le pays et enfin son impact sur le quotidien des Salvadoriens. La dernière partie est consacrée au déplacement forcé interne.

Les sources utilisées proviennent essentiellement de rapports spécialisés, de la presse latino-américaine, d'instances (inter)nationales ou encore du monde académique.

Le Cedoca a traduit les termes *maras/mareros* et *pandillas/pandilleros* indifféremment par *gangs/membres de gangs* sans faire de distinction entre les deux. Les dénominations par exemple d'instances officielles, d'universités ou encore d'organisations non gouvernementales (ONG) n'ont pas été traduites.

Les conditions de sécurité au Salvador font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

1. Nature de la violence

Dans ce pays dont la superficie correspond à peu près aux deux tiers de celle de la Belgique, se déroule un cycle incessant de revanches entre des gangs rivaux et entre des gangs et les autorités salvadoriennes¹.

La qualification de la violence sévissant dans le pays est très variable selon les sources consultées. Le 7 mars 2016, le président Sánchez Cerén déclare que le Salvador s'est transformé en espace de guerre entre le gouvernement et les membres des gangs². Le 15 mars 2016, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR) considère, dans ses lignes directrices, que la majeure partie de la violence, si pas toute la violence, est de nature ciblée, visant des individus spécifiques ou des groupes d'individus pour des raisons spécifiques et conclut « In these circumstances, the need to consider eligibility for international protection under Article 15(c) of the Qualification Directive (recast) is unlikely to arise »³. En avril 2017, un centre d'études lié à la Défense nationale espagnole voit dans les gangs « un nouveau type d'insurrection criminelle »⁴. C'est ce que confirme, en décembre de la même année, un article paru dans une revue spécialisée qui décrit la situation en utilisant le terme *gang warfare*⁵. En avril 2018, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays précise que la violence liée aux gangs présente un niveau de violence équivalent ou supérieur aux niveaux rencontrés dans des « pays affectés par un conflit »⁶. En septembre 2018, l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) estime que la définition de « violence généralisée » convient au contexte du Salvador car elle décrit une situation de violence criminelle largement répandue et durable, mais ne « suffit pas » car elle ne précise pas, notamment, le caractère éminemment ciblé et individualisé d'une grande partie de la violence⁷. Le Georgetown Institute for Women, Peace and Security (GIWPS), un institut de recherche américain, soutient l'hypothèse que la violence au Salvador atteint « le seuil d'un conflit armé » dans un article publié en novembre 2018⁸. Début 2019, la fondation InSight Crime⁹ et le ministre de la Défense salvadorien évoquent un « conflit armé de basse intensité » en raison des affrontements perpétuels entre les corps de sécurité et les gangs¹⁰. En avril 2019, le Graduate Institute Geneva, un institut de recherche basé en Suisse, parle d'un « non-conflict setting »¹¹. Enfin, en avril 2019, l'ONG Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR) fait remarquer que le tribunal espagnol Audiencia Nacional reconnaît depuis 2017 la qualité de réfugié aux victimes des gangs : « en raison d'une situation de violence généralisée, l'Etat salvadorien n'est pas en mesure d'offrir une protection effective contre la persécution de la part des gangs » [traduction¹²]¹³.

Depuis 2002, plusieurs gouvernements combattent sans succès les gangs à la manière forte (la *mano dura* et la *súper mano dura*) mais ces derniers parviennent chaque fois à s'adapter aux nouvelles

¹ El País, 06/02/2019, [url](#) ; The New York Times, 06/02/2019, [url](#) ; Insight Crime, 09/01/2017, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

² McNamara P., in Refugee Survey Quarterly 2017, volume 36, 08/09/2017, [url](#)

³ UNHCR, 15/03/2016, [url](#)

⁴ IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#)

⁵ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁶ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

⁷ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁸ GIWPS, 11/2018, [url](#)

⁹ Insight Crime est une fondation indépendante et sans but lucratif qui examine depuis 2010 le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes avec des bureaux à Medellín en Colombie et à Washington aux Etats-Unis.

¹⁰ La Prensa Gráfica, 01/01/2019, [url](#) ; La Vanguardia, 29/04/2019, [url](#)

¹¹ Graduate Institute Geneva, 29/04/2019, [url](#)

¹² « Debido a una situación de violencia generalizada, el Estado salvadoreño no se encontraba en condiciones de suministrar protección efectiva frente a la persecución por parte de las maras. »

¹³ CEAR, via Asylum in Europe, 05/2018, [url](#) ; CEAR, 02/2019, [url](#) ; El Salvador, 19/02/2019, [url](#) ; El Mundo, 07/03/2019, [url](#) ; CEAR, 05/04/2019, [url](#)

stratégies mises en place, voire s'en sortent renforcés¹⁴. A partir de la rupture en 2013 de la trêve conclue en 2012, le taux national d'homicides recommence à augmenter, pour atteindre 104/100.000 en 2015¹⁵. En août 2015, la Cour suprême qualifie les gangs de « groupes terroristes »¹⁶. Depuis la reprise de la *mano dura* en 2015, le taux d'homicides affiche une baisse constante, clôturant l'année 2018 avec un taux de 50,3/100.000¹⁷. Pour l'Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, il ne s'agit pas d'une réelle baisse, le taux d'homicides de 2018 se situant dans la continuité des taux d'homicides depuis 2000¹⁸. Pour situer les chiffres dans leur contexte, l'Organisation mondiale pour la Santé (OMS) qualifie en 2002 d'épidémique une violence excédant un taux d'homicides de 10/100.000¹⁹.

La police voit dans la réduction présumée des homicides une amélioration de la sécurité publique, qu'elle attribue à la mise en place d'une stratégie intégrale combinant depuis 2015 la poursuite des délinquants et des actions de prévention, dans le cadre du Plan El Salvador Seguro (PESS)²⁰.

L'International Crisis Group (ICG) explique aussi que les gangs ennemis ont conclu une sorte de cessez-le-feu informel entre eux afin de cibler les militaires et les policiers, ainsi que leur famille. C'est précisément la répression qui renforce le pouvoir des gangs, estime encore ICG²¹.

Par ailleurs, quelques représentants de la société civile et membres de la communauté pensent qu'en réalité, la diminution du taux d'homicides est davantage liée à la baisse du nombre de plaintes. Selon le rapport 2019 de l'Observatorio de Derechos Humanos Rufina Amaya, la peur des représailles et une méfiance croissante face aux forces de sécurité accusées de nombreux abus explique la baisse des dénonciations (d'homicides et autres violations des droits de l'homme)²².

En dépit de la baisse présumée du taux d'homicides, toutes les sources s'accordent à dire que le Salvador reste un des pays les plus violents du monde²³.

2. Auteurs de la violence

2.1. Les gangs

Dans les années 1980, de jeunes Salvadoriens émigrés aux Etats-Unis ont créé dans les quartiers de Los Angeles la Mara Salvatrucha (ci-après également MS-13, MS, M13, *Letras*) et le gang rival de la Calle 18 (ci-après également Barrio 18, B18, M18, XVIII, 666, *Números*). A partir de la fin des années 1990, les Etats-Unis ont commencé à expulser chaque année des centaines de milliers de condamnés

¹⁴ El Salvador, 25/08/2018, [url](#) ; El Faro, 10/06/2018, [url](#) ; InSight Crime, 21/02/2019, [url](#) ; ICG, 19/12/2017, [url](#) ; IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; Observatorio de Derechos Humanos Rufina Amaya, 2019, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#)

¹⁵ Cette année-là, la Cour suprême a qualifié les trois principaux gangs d'organisations terroristes.

¹⁶ IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#)

¹⁷ BBC, 01/02/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 01/01/2019, [url](#) ; Igarapé Institute, s.d., [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹⁸ IDHUCA, 2019, [url](#)

¹⁹ OMS, 2002, [url](#)

²⁰ America Economía, 03/01/2019, [url](#)

²¹ ICG, 19/12/2017, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#)

²² Observatorio de Derechos Humanos Rufina Amaya, 2019, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

²³ Entre autres : Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; HRW, 03/2019, [url](#) ; The New York Times, 06/02/2019, [url](#) ; GIWPS, 11/2018, [url](#) ; América Economía, 03/01/2019, [url](#) ; Business Insider, 12/11/2018, [url](#) ; Peace in progress magazine, 11/2018, [url](#) ; BBC, 11/06/2018, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

vers l'Amérique centrale. Ils y ont reproduit leurs structures sociales et tactiques et se sont multipliés de façon exponentielle, surtout au Salvador²⁴.

Les principaux gangs (aussi appelées *pandillas* ou *maras*) présents au Salvador sont la M13²⁵ (approximativement 35.000 membres²⁶) et les deux factions rivales depuis leur scission en 2004 de Barrio 18²⁷ : les Revolucionarios et les Sureños²⁸ (environ 25.000 membres pour les deux factions²⁹). De nombreuses sources estiment que les gangs disposent d'environ 60.000 membres, ce qui équivaut à 1 % de la population³⁰.

D'après l'ICG, la réponse de l'Etat à la menace des gangs a déclenché de profondes transformations en leur sein. Après la détention de 4.000 membres de gangs (aussi appelés *pandilleros* ou *mareros*) entre 2004 et 2008 et la ségrégation entre eux en milieu carcéral, les leaders ont commencé à centraliser leurs opérations et à adopter le comportement de structures criminelles traditionnelles. Les gangs ont trouvé en prison une niche adéquate pour leur formalisation et leur institutionnalisation, convertissant ainsi les prisons en nouveaux espaces de contrôle territorial. La politique de sécurité dans la première décennie des années 2000 a également contribué à diversifier les activités des gangs, y compris l'extorsion, améliorer leurs canaux de communication et décourager les tatouages pour éviter une identification par la police. Une autre transformation dans les gangs est consécutive à la tentative échouée de l'Etat d'établir un dialogue indirect avec ces derniers entre 2012 et 2013. L'effondrement de la trêve a mené à l'anarchie les *clicas* (cellules dans les quartiers, voir infra) en raison de l'isolement de leurs leaders dans des prisons de haute sécurité suivant la mise en œuvre de « mesures extraordinaires » adoptées en mars 2016. Les gangs ont alors étendu leur présence en zone rurale et intensifié la violence envers des fonctionnaires publics³¹.

Les gangs rivaux ont communiqué en août 2015 leur volonté de former une coalition pour poursuivre des objectifs sociaux et politiques³². Ils ont annoncé la mise sur pied d'une structure de coupole, appelée Mara 503³³. Le 27 mars 2016, les gangs ont uni leurs forces face à l'offensive de l'Etat à travers un comité de coordination prônant l'abandon de la guerre aveugle contre les forces de sécurité et misant sur une influence sur les élections futures. Deux sources datées de 2017 en déduisent l'émergence de gangs de la troisième génération, qui s'inscrivent ainsi dans un processus de politisation³⁴. En 2017 encore, une coordination a entamé des négociations avec les autorités. Dans les faits, cette consolidation s'est éteinte progressivement³⁵.

Au terme d'une enquête de six mois dans l'unité d'investigation du journal en ligne *El Faro* en collaboration avec *The New York Times*, le journaliste Roberto Valencia estime erroné de considérer les gangs comme un syndicat du crime multinational, comme le font de nombreuses sources. Cette publication en novembre 2016 montre que les gangs salvadoriens vendant de la drogue opèrent comme des petits détaillants et pas comme des structures internationales. Le journaliste explique en novembre 2018 que rien ne permet d'affirmer que des changements substantiels soient intervenus.

²⁴ ICG, 19/12/2017, [url](#) ; Peace in progress magazine, 11/2018, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

²⁵ Insight Crime, 12/03/2019, [url](#)

²⁶ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

²⁷ Insight Crime, 11/03/2019, [url](#)

²⁸ ICG, 26/11/2018, [url](#)

²⁹ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

³⁰ El Faro, 10/06/2018, [url](#) ; BBC, 01/02/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 01/05/2019, [url](#) ; ICG, 19/12/2017, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; Vice, 31/03/2018, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

³¹ ICG, 19/12/2017, [url](#)

³² Fin août 2015, la Cour suprême a décrété que les gangs étaient des organisations terroristes. McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

³³ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

³⁴ IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

³⁵ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

Toutefois, il pense qu'il est probable que leur implication dans des structures internationales augmente à moyen et à long terme³⁶.

Leur financement provient pour l'essentiel de la micro-extorsion³⁷. A côté de cela, les gangs aident au transport de drogue et d'armes et ébranlent les compagnies transnationales qui opèrent dans le pays (voir le paragraphe 3.2.). Les gangs du Salvador ne sont pas directement impliqués dans le trafic de drogue comme c'est le cas au Honduras : ils ont plutôt une relation contractuelle avec quelques groupes de *transportistas* qui les utilisent sporadiquement pour quelques missions³⁸. Ils diversifient également leurs activités dans des affaires légales, comme des entreprises de transport, des boîtes de nuit, des stations-service, des boulangeries, des pharmacies et des entreprises de prêt³⁹.

Quant à leur structure, la Mara Salvatrucha est plus organisée et hiérarchisée que le Barrio 18 et son contrôle territorial est aussi plus vaste⁴⁰. Au sommet de la structure des gangs, se trouve la *ranfla general* dont les membres sont en prison. Le niveau suivant est constitué des *progamas* (pour la MS13) et des *tribus* (pour le Barrio 18). Cet échelon est composé de *clicas* (MS13) ou de *canchas* (B18) dirigées par un *corredor* au sein d'une aire géographique déterminée. Ces structures comprennent un minimum de quinze membres et sont composées de quinze *células* de trois éléments⁴¹.

Les gangs manient un langage propre et observent des rites⁴². A partir de 2012, les sources citées par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) font état de la disparition progressive des traits distinctifs visibles (tatouages, style vestimentaire) : les gangs s'habillent désormais comme tout le monde⁴³. L'ICG explique que de nombreux membres et sympathisants, et particulièrement ceux de la MS13, deviennent des enseignants, des avocats, des agents du gouvernement local voire même des officiers de police œuvrant en faveur des gangs⁴⁴. Dans cette optique, ces derniers investissent dans les études de droit et de comptabilité de certains de leurs membres⁴⁵.

Les gangs sont responsables de menaces, d'extorsion, d'assassinats, de violences diverses (y compris sexuelles), de recrutement forcé ; ils sont les premiers responsables de situations de déplacement forcé d'après l'organisation non gouvernementale de défense des droits humains Cristosal cité par le Tribunal Administrativo Migratorio (TAM) du Costa Rica⁴⁶.

Selon un rapport de la CEAR paru en 2019, la dernière décennie a vu la consolidation des gangs comme pouvoir parallèle aux Etats d'Amérique centrale⁴⁷.

2.2. Les forces de sécurité

En 2013, la trêve entre les gangs commence à se fissurer et le taux national d'homicides remonte à 104/100.000 en 2015. Dès janvier 2015, les autorités répondent avec une campagne de mesures

³⁶ Peace in progress magazine, 11/2018, [url](#)

³⁷ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

³⁸ ICG, 19/12/2017, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#)

³⁹ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁴⁰ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; Peace in progress magazine, 11/2018, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁴¹ IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁴² ABC, 06/01/2015, [url](#)

⁴³ CISR, 09/2016, [url](#)

⁴⁴ ICG, 26/11/2018, [url](#)

⁴⁵ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁴⁶ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; HRW, 03/2019, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; The New York Times, 06/02/2019, [url](#)

⁴⁷ CEAR, 02/2019, [url](#)

exceptionnelles et dévoilent leur Plan El Salvador Seguro (PESS)⁴⁸. Celui-ci inclut la création d'unités de police d'élite, l'utilisation de l'armée dans des efforts sécuritaires et leur donne carte blanche pour mener des perquisitions et saisies. Les agents sont autorisés à tirer sur des criminels. L'implication croissante des militaires dans des questions de sécurité publique se convertit progressivement en stratégie quasi permanente⁴⁹. La mise en place de ces mesures entraîne la publication de nombreux rapports dénonçant notamment des exécutions extrajudiciaires et de la torture de la part des forces de l'ordre⁵⁰.

Dans son rapport à l'attention de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, la Procuradería para la Defensa de los Derechos Humanos de El Salvador (PPDH) s'alarme du fait que la police et l'armée sont responsables de violences mais également de déplacement forcé⁵¹. La Rapporteuse spéciale précitée indique dans un rapport publié en avril 2018 que dans certains cas, le déplacement est provoqué par une réponse sécuritaire intensifiée de la part des forces de sécurité elles-mêmes, lesquelles semblent agir hors censure. Des « escadrons de la mort », composés de membres des forces de sécurité et de civils, opèrent en ville et à la campagne. Le seuil d'ouverture du feu semble de plus en plus arbitraire, voire inexistant⁵². D'après un rapport commandé par l'IDMC daté de septembre 2018, les forces de sécurité effectuent des perquisitions sans mandat, détiennent arbitrairement, battent, torturent, transfèrent des suspects dans le territoire d'un gang rival ou encore forcent au déplacement⁵³.

Début 2019, l'Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana (IDHUCA) relève dans son rapport relatif aux droits humains en 2018 une diminution des exécutions extrajudiciaires et une augmentation des disparitions⁵⁴. En février 2019, le TAM rapporte que des organisations de la société civile dénoncent une haute incidence des forces de sécurité dans les morts de civils. Le TAM ajoute que la police est impliquée dans 19 % des cas d'extorsion et dans 12,5 % des tentatives d'homicides⁵⁵. Le département d'Etat américain observe dans son rapport publié en mars 2019 que l'implication des forces de sécurité a été rapportée dans des cas de disparitions et signale que la PDDH a reçu des plaintes de torture ou de traitement inhumain par la police, les forces armées et d'autres agents de l'Etat. Il fait aussi état de nombreuses plaintes d'arrestations et de détentions arbitraires⁵⁶. L'Observatorio de Derechos Humanos Rufina Amaya rapporte en 2019 que sur les années 2014 à 2018, la plupart des 138 cas présumés d'exécutions extrajudiciaires ou de tentatives d'exécutions extrajudiciaires sont attribués à la police. D'après cet observatoire, la violence d'Etat a caractérisé l'administration de Salvador Sánchez Cerén⁵⁷. Foreign Policy consacre en juillet 2019 un article au phénomène des exécutions extrajudiciaires, y compris de civils qui n'ont parfois aucun rapport avec des gangs. Ces tueries sont décrites comme des *enfrentamientos* (affrontements), alors qu'elles représentent en réalité des bavures policières. L'article révèle qu'en 2013, pour chaque policier tué au cours d'un *enfrentamiento*, en moyenne 4,33 civils ont perdu la vie. Entre janvier et juin 2018, ce ratio est monté à 125⁵⁸.

⁴⁸ CNSCC via Presidencia, 15/01/2015, [url](#)

⁴⁹ ICG, 19/12/2017, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

⁵⁰ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#) ; Informa TVX, 01/11/2017, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; ICG, 19/12/2017, [url](#) ; Revista Factum, 30/05/2018, [url](#) ; CIDH via YouTube, 05/09/2017, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

⁵¹ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁵² Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

⁵³ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁵⁴ IDHUCA, 2019, [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#)

⁵⁵ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁵⁶ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#)

⁵⁷ Observatorio de Derechos Humanos Rufina Amaya, 2019, [url](#)

⁵⁸ Foreign Policy, 06/07/2019, [url](#)

L'IDHUCA se demande si les disparitions ne coïncident pas avec des exécutions extrajudiciaires⁵⁹. Freedom House aussi rapporte en 2019 l'implication de la police dans des centaines d'exécutions extrajudiciaires⁶⁰. En mars 2019, Human Rights Watch (HRW) rapporte que les forces de sécurité se sont rendues coupables d'exécutions extrajudiciaires de membres supposés de gangs, d'agressions sexuelles et de disparitions forcées. L'organisme fait aussi référence à la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui relève en juin 2018 qu'il existe un modèle de comportement qui pourrait être considéré comme des exécutions extrajudiciaires et un usage excessif de la force par les forces de sécurité⁶¹.

Plusieurs sources concluent à une protection inefficace de l'Etat, en raison de l'inefficacité et de la corruption de l'appareil judiciaire, favorisant un développement massif du secteur de la sécurité privée⁶².

Quant à l'effectivité du PESS, pour les 50 communes où il est d'application, la population interrogée à travers une enquête et d'autres sources estiment qu'il n'a pas empêché le développement et le déplacement des gangs, ni l'augmentation de la violence⁶³.

Le ratio est d'environ 52.000⁶⁴ ou de 28.000⁶⁵ agents de sécurité (selon les sources) affectés à la lutte contre les gangs contre 60.000 *pandilleros*.

3. Cibles de la violence

En mars 2016, l'UNHCR a publié ses lignes directrices relatives au Salvador⁶⁶. L'agence onusienne pour les réfugiés y énumère sous forme de liste non exhaustive treize catégories de cibles potentielles, reprises et complétées ci-dessous avec d'autres sources. L'UNHCR précise :

« This Section outlines a number of potential risk profiles for asylum-seekers from El Salvador. UNHCR considers that asylum-seekers from El Salvador falling within one or more of these risk profiles may be in need of international refugee protection under Article 1A of the 1951 Convention relating to the Status of Refugees (1951 Convention), depending on the circumstances of the individual case. [...] Examination of claims by asylum-seekers in this context should include a full analysis of applicable Convention grounds »⁶⁷.

3.1. Personnes perçues par les gangs comme contrevenant à leurs règles ou résistant à leur autorité

Le non-respect d'une règle par un membre de gang peut entraîner pour lui, ses proches, des personnes en lien avec lui, une agression violente, un meurtre, une disparition, de la violence sexuelle, des actes de représailles ou un déplacement forcé⁶⁸. Les infractions sont diverses. Il peut s'agir de l'effacement

⁵⁹ IDHUCA, 2019, [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#)

⁶⁰ Freedom House, 2019, [url](#)

⁶¹ HRW, 03/2019, [url](#)

⁶² IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; IDHUCA, 2019, [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#)

⁶³ El Salvador, 10/01/2019, [url](#) ; El Salvador, 25/08/2018, [url](#) ; ICG, 19/12/2017, [url](#)

⁶⁴ ICG, 19/12/2017, [url](#)

⁶⁵ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

⁶⁶ UNHCR, 15/03/2016, [url](#)

⁶⁷ UNHCR, 15/03/2016, [url](#)

⁶⁸ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; HRW, 03/2019, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

d'un graffiti⁶⁹, du franchissement d'une frontière invisible d'un territoire de gang⁷⁰, du refus de se faire recruter⁷¹.

Cautionner ou participer à des programmes antigang pour les jeunes (voir aussi la cible décrite sous 4.3.) est considéré et sanctionné comme un acte de résistance⁷². Les personnes impliquées dans ces programmes sont prises en étau entre les gangs et la police. Lors de leurs visites en 2017 et 2018, les Rapporteuses spéciales - l'une sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays et l'autre sur les exécutions extrajudiciaires - ont documenté des menaces et du harcèlement de la part d'agents des forces de sécurité contre des personnes qui travaillent dans la réhabilitation de membres de gangs, d'adolescents et de jeunes adultes⁷³.

3.2. Personnes susceptibles d'être victimes d'extorsion

Un large éventail de personnes présentent le risque d'être victime d'extorsion⁷⁴. On compte parmi elles des personnes impliquées dans le commerce informel et formel⁷⁵, comme des propriétaires d'entreprise, leurs employés, des vendeurs de rue, des travailleurs du transport public⁷⁶, des chauffeurs de taxi et de mototaxi, des travailleurs du secteur public, des enfants et des adultes qui perçoivent des paiements de l'étranger, des Salvadoriens ayant des parents aux Etats-Unis⁷⁷ ou encore certains Salvadoriens rentrés de l'étranger⁷⁸.

Le rapport du TAM, actualisé en février 2019, rapporte que dans le secteur du transport public, ce sont tant les propriétaires que les chauffeurs (cars, bus, taxis, Uber) qui doivent s'acquitter d'un montant, - souvent plusieurs fois - auprès de gangs adverses. L'extorsion est à ce point monnaie courante, que des compagnies ont des employés dont la tâche principale est de négocier avec les gangs, qui augmentent sans cesse les montants et exigent des avantages supplémentaires. Les gangs utilisent ces services pour transporter de l'information ou des colis, pour déposer des lettres de menaces à des victimes ou bénéficier de services de transport privés. Le fait que les gangs utilisent les transports en commun met également les autres passagers en danger de vol et d'agression. Certains gangs sont eux-mêmes propriétaires d'une société de transport⁷⁹.

Les gangs procèdent à une étude socio-économique de leurs victimes pour déterminer le montant de l'extorsion⁸⁰. Le refus ou l'incapacité de payer la *renta* (l'argent payé en échange de « protection » contre d'autres criminels et contre des policiers corrompus⁸¹) en cas d'extorsion est perçu comme un acte de résistance et peut mener à l'assassinat de la victime d'extorsion ou à sa disparition. Plus le non-paiement dure dans le temps, plus les risques augmentent et s'étendent à d'autres membres de la famille⁸².

Le refus de collaborer ou de fournir des services professionnels est perçu comme un acte de résistance (voir la première cible décrite sous 4.1.). Le manager d'une compagnie de taxis peut être contraint de

⁶⁹ The New York Times, 06/02/2019, [url](#)

⁷⁰ La Prensa Gráfica, 22/04/2019, [url](#)

⁷¹ National Geographic, 03/2019, [url](#)

⁷² Vice, 31/03/2018, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁷³ HRW, 03/2019, [url](#)

⁷⁴ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁷⁵ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁷⁶ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁷⁷ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁷⁸ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁷⁹ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁸⁰ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁸¹ ICG, 26/11/2018, [url](#)

⁸² IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

mettre des chauffeurs à disposition. Une infirmière peut être obligée de soigner un membre du gang blessé par balle. Un garagiste peut être amené par la force à fournir une dépanneuse pour les besoins du gang. Ceux qui n'obtempèrent pas peuvent soit changer de profession, soit fuir⁸³.

Les gangs peuvent jeter leur dévolu sur une maison ou une terre et il ne reste d'autre choix aux occupants que de fuir. Les gangs s'approprient des maisons et des terres pour servir comme poste d'observation, de stockage pour armes et drogues et pour d'autres activités illicites, particulièrement dans des zones qui coïncident avec des corridors de trafic. Parfois, une maison est réquisitionnée par un membre de gang dans le seul objectif d'y habiter ou de la transformer en *casa loca* (où les membres du gang fument, boivent, procèdent à des rites initiatiques de nouvelles recrues et abusent sexuellement de femmes et jeunes filles du quartier). Les habitants sont menacés de mort ou de kidnapping de leurs enfants s'ils n'ont pas libéré les lieux sous les 24 à 48 heures⁸⁴.

D'après plusieurs sources, la MS13 extorque jusqu'à 31,2 millions de dollars par an aux 70 % des commerces situés sur son territoire (lequel recouvre 247 des 262 communes du pays en novembre 2016)⁸⁵. Un article paru fin 2017 rapporte que les Salvadoriens paient aux gangs chaque année 400 millions de dollars en extorsion⁸⁶.

3.3. Informateurs, témoins et victimes de crimes commis par les gangs ou par les forces de sécurité

Etre témoin d'un crime, le rapporter, coopérer avec les autorités et obtenir un procès, constitue une chaîne ininterrompue de risques croissant à chaque stade du processus. Enfreindre la règle « voir, entendre et se taire » en dénonçant des infractions aux autorités mène souvent à des menaces de mort, et, *in fine*, à la mort. Un témoin peut être considéré d'office comme un informateur⁸⁷. Si une famille souhaite rapporter un crime commis par un gang ou par la police envers l'un des siens, elle n'a guère le choix que de partir. Si un procès s'en suit, le degré du risque augmente significativement et peut frapper la famille élargie au-delà de la famille restreinte⁸⁸.

Des leaders de communauté qui s'engagent dans des programmes de prévention de la violence peuvent être considérés comme des informateurs en raison de leur collaboration avec la police. Certains d'entre eux risquent aussi de la violence d'Etat, car ils sont perçus par les policiers comme proches des gangs⁸⁹.

A titre d'exemple, un article de presse relate que la relaxe rapide d'un membre de gang, jugée suspecte par son gang, lui vaut de se faire étrangler, découper à la machette avant de se faire enterrer, car soupçonné d'être un informateur⁹⁰.

3.4. Proches / voisins / autres personnes perçues comme affiliées à un gang

Par « proches », l'UNHCR entend « des membres de la famille, des personnes à charge, et d'autres membres du ménage »⁹¹.

⁸³ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁸⁴ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁸⁵ National Geographic, 03/2019, [url](#) ; ICG, 19/12/2017, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; IEEE Via Doc Player, 04/2017, [url](#)

⁸⁶ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

⁸⁷ National Geographic, 03/2019, [url](#)

⁸⁸ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁸⁹ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁹⁰ National Geographic, 03/2019, [url](#)

⁹¹ UNHCR, 15/03/2016, [url](#)

D'après des estimations de l'UNHCR en 2016, il y avait mi-2015 entre 600.000 et 700.000 personnes dites affiliées aux gangs (membres de la famille, amis ou autres personnes), ce qui représente 10 % de la population. Sans être des membres à proprement parler, ces personnes constituent la base sociale, les collaborateurs d'un gang⁹².

Des parents de membres de gangs peuvent faire l'objet de menaces de la part d'autres gangs ou du gang du membre de leur famille lorsque ce dernier a enfreint une de ses règles. Ces menaces peuvent mener au déplacement⁹³.

Aussi, les forces de sécurité harcèlent ou soumettent à l'extorsion des familles et des jeunes personnes supposées avoir un lien quelconque avec des gangs. Elles sont aussi suspectées d'être impliquées dans des exécutions extrajudiciaires de ce groupe cible. Connaître un membre d'un gang peut suffire pour être inquiété⁹⁴.

3.5. Personnes ayant quitté ou trahi le gang

Le seul fait de demander l'autorisation de quitter un gang est perçu comme une absence de loyauté et peut résulter en la mort si une négociation périlleuse au préalable n'a pas réussi. Le même sort est réservé aux ex-détenus qui ne souhaitent pas réintégrer le gang après avoir purgé leur peine. Un programme de réhabilitation constitue dans ce cas une circonstance aggravante (voir aussi la cible décrite sous 4.1.). D'après le rapport de l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) de septembre 2018, il leur reste peu de choix au vu des difficultés d'intégration socio-économique, à fortiori pour ceux qui présentent des tatouages. La trahison est généralement punie par la mort et ce risque peut être étendu aux membres de la famille⁹⁵.

Un article paru dans le média Vice en 2018 explique que rejoindre l'Eglise évangélique est la forme la plus courante pour quitter les gangs. Il existe même des églises composées exclusivement d'anciens membres de gangs⁹⁶.

3.6. Mineurs et jeunes

Les jeunes compris entre 15 et 29 ans représentent en 2018 environ 30 % de la population⁹⁷. Ils constituent le pourcentage le plus élevé parmi les victimes d'homicides, selon les données statistiques 2018 fournies par l'Instituto de Medicina Legal de El Salvador et les données fournies par le Servicio Social Pasionista (SSPAS) dans son rapport de 2017, reprises dans le rapport du TAM⁹⁸.

Les jeunes qui refusent le recrutement au sein d'un gang peuvent faire l'objet de menaces indirectes (comme une agression ou le meurtre ou la tentative de meurtre d'un proche), suivies de menaces directes. Leur famille peut décider de les éloigner pour les mettre en sécurité, ou de partir avec eux si la menace a été étendue à toute la famille⁹⁹. D'après un rapport du Cristosal paru en novembre 2018, les premiers responsables de leur déplacement sont les gangs¹⁰⁰.

⁹² Vice, 31/03/2018, [url](#)

⁹³ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; UNHCR, 15/03/2016, [url](#)

⁹⁴ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#) ; Vice, 31/03/2018, [url](#) ; UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

⁹⁵ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

⁹⁶ Vice, 31/03/2018, [url](#)

⁹⁷ UNDP, 2018, [url](#)

⁹⁸ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

⁹⁹ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; HRW, 03/2019, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹⁰⁰ Cristosal, 14/11/2018, [url](#)

D'après les sources consultées, les jeunes des quartiers pauvres sont aussi ciblés par les forces de sécurité qui les menacent et les harcèlent, les assimilant systématiquement aux gangs. Se basant sur des préjugés sur les membres des gangs, les forces de l'ordre ciblent de jeunes hommes sur base de leurs chaussures, leur coupe de cheveux ou leurs tatouages, ou simplement parce qu'ils circulent ensemble dehors la nuit tombée¹⁰¹.

Le simple fait pour un jeune de résider dans une zone contrôlée par un gang peut créer envers lui une suspicion de proximité avec ce gang, ce qui peut résulter en des incidents violents ou de l'intimidation de la part des gangs ou des forces de sécurité, selon diverses sources¹⁰².

3.7. Jeunes femmes et mineures

Le média Univisión rapporte que depuis 2012, le terme « suicide féminicide » est une qualification juridique qui n'existe qu'au Salvador¹⁰³. Il renvoie au phénomène des femmes et filles qui se suicident pour échapper à la violence. Si les chiffres officiels montrent une légère baisse des féminicides pour l'année 2018, l'IDHUCA note que le taux de féminicide au Salvador est le plus élevé d'Amérique latine¹⁰⁴. Le viol de mineures atteint un niveau épidémique, s'aggravant avec l'impunité¹⁰⁵, avec un taux de 24/100.000 en 2018¹⁰⁶. Un documentaire publié en décembre 2018 révèle qu'une femme meurt ainsi toutes les dix-huit heures¹⁰⁷. Cité dans un article de presse de janvier 2019, Amnesty International (AI) considère le Salvador comme un des pays les plus dangereux du monde pour les femmes¹⁰⁸. D'après Ormusa, une organisation qui œuvre à faire cesser les violences envers les femmes, seules six femmes sur cent portent plainte à la police, par peur de représailles de la part des gangs et par peur d'être trahies par les autorités. Ormusa parle d'une épidémie de féminicide et de violences sexuelles¹⁰⁹. La police, relayée dans un article de presse, signale que 112 femmes ont été assassinées sur les quatre premiers mois de 2019¹¹⁰.

Les femmes et les filles font régulièrement l'objet de menaces, d'extorsion, de recrutement forcé, d'intimidation, de séquestration et de violence (y compris sexuelle) de la part de membres de gangs, et lorsqu'elles résistent, des membres de leur famille peuvent aussi être menacés. Cette situation peut engendrer un déplacement. Un nombre significatif de meurtres de femmes est lié à l'activité des gangs mais l'incidence de la violence domestique est également élevée¹¹¹.

McNamara et l'IDMC expliquent ci-après les risques concrets que courent les femmes et les jeunes filles. Elles peuvent s'engager dans une relation sexuelle avec un membre de gang, avec des degrés de consentement très variables. Les femmes jeunes et les filles se voient infliger de façon systématique des abus sexuels, de l'exploitation sexuelle et de l'esclavage sexuel. Si une fille rejette les avances d'un membre de gang, elle met sa vie en danger. Une partenaire d'un membre de gang doit suivre un code de fidélité strict dicté par un machisme extrême au risque d'être torturée et tuée. Leurs corps sont souvent retrouvés mutilés ou démembrés. Les actes susceptibles d'être considérés comme de la

¹⁰¹ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#)

¹⁰² UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹⁰³ Univisión Noticias via You Tube, 14/05/2019, [url](#)

¹⁰⁴ BBC, 27/12/2018, [url](#) ; HRW, 03/2019, [url](#)

¹⁰⁵ HRW, 03/2019, [url](#)

¹⁰⁶ IDHUCA, 2019, [url](#)

¹⁰⁷ BBC, 27/12/2018, [url](#)

¹⁰⁸ La Prensa Gráfica, 01/01/2019, [url](#)

¹⁰⁹ National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹¹⁰ La Prensa Gráfica, 01/05/2019, [url](#)

¹¹¹ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#) ; HRW, 03/2019, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; NRC, 27/09/2018, [url](#)

trahison sont notamment la volonté de mettre un terme à la relation, l'infidélité ou le fait d'éveiller des soupçons d'infidélité, le fait de parler à un autre homme, le refus de rendre visite à son compagnon en prison, le fait d'avoir une relation non autorisée après le décès de son compagnon. Plus le compagnon occupe un rang élevé dans le gang, plus les risques sont élevés. Le gang MS13 est responsable de la torture et du meurtre de plus de femmes que les autres gangs¹¹².

En tant que membres de gangs, elles sont notamment chargées d'amener information et drogue aux leaders emprisonnés¹¹³.

Les gangs ne sont pas leurs seuls tortionnaires. Le TAM révèle que des organisations de la société civile rapportent également des menaces contre elles de la part de policiers et de militaires¹¹⁴.

3.8. Personnes LGBT

Amnesty International a publié en novembre 2017 un rapport sur les droits humains des personnes LGBT (lesbienne, gay, bisexuel, transgenre) dans le Triangle Nord (le Salvador, le Honduras et le Guatemala). L'organisation y relève la difficulté d'obtenir des chiffres précis de la part des gouvernements en question. AI atteste de la particulière exposition des personnes LGBT à la violence basée sur leur identité de genre ou leur orientation sexuelle¹¹⁵. Les LGBT peuvent en effet faire l'objet de crimes de haine, de menaces de mort, d'intimidation, d'agression physique, de violence sexuelle, de meurtre ou peuvent être contraints au déplacement forcé. Ces violences émanent essentiellement des gangs et des forces de sécurité mais également de leur famille¹¹⁶. Faute de moyens financiers, de nombreux membres de la communauté LGBT vivent dans des quartiers plus pauvres et affectés par les gangs et développent volontiers des stratégies de recherche de sécurité, en vivant ensemble par exemple¹¹⁷.

Les femmes transgenres sont particulièrement vulnérables. Le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays fait référence à un rapport publié par la PPDH ; il affirme que 53 % des femmes transgenres interrogées ont déclaré avoir reçu des menaces de mort ou avoir subi de la violence toute leur vie, et que 46 % ont déclaré avoir subi des atteintes à leur vie ou leur intégrité physique. Face à une telle menace, de nombreux membres de la communauté ont été déplacés à l'intérieur du pays, souvent à répétition. La Rapporteuse spéciale a rencontré des femmes transgenres qui ont décrit des menaces, des tentatives d'assassinat et de l'intimidation par les gangs, ainsi que par les membres de la police et de l'armée, et de la discrimination et des abus par toutes les autorités. En l'absence de données chiffrées vérifiées, un membre de la communauté affirme qu'entre 600 et 700 cas d'homicides ont été documentés¹¹⁸, dont 500 concernent des femmes transgenres¹¹⁹.

A l'occasion de leurs visites en 2017 et en 2018, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays et la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ont documenté des menaces et des attaques de la part d'agents des forces de sécurité contre des membres de la communauté LGBT¹²⁰.

¹¹² McNamara P., 08/09/2017, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

¹¹³ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

¹¹⁴ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

¹¹⁵ AI, 11/2017, [url](#)

¹¹⁶ Freedom House, 2019, [url](#) ; AI, 11/2017, [url](#)

¹¹⁷ HRW, 03/2019, [url](#) ; UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹¹⁸ La Rapporteuse ne précise pas quelle période est concernée.

¹¹⁹ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹²⁰ HRW, 03/2019, [url](#)

D'après un rapport du CEAR paru en février 2019 et un rapport de l'International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) paru en mars 2019, les gangs défendent un système patriarcal qui ne laisse pas de place aux minorités sexuelles et de genre¹²¹. La violence qu'ils exercent est mue soit par la haine des LGBT, soit par la volonté de contraindre les personnes LGBT à collaborer avec eux dans leurs activités criminelles, sans pour autant qu'ils deviennent membres. Ils peuvent être contraints à introduire des biens interdits en prison, à stocker armes et drogue, à entreprendre d'autres activités illégales ou céder une partie de leurs revenus. En cas de refus, ils peuvent être menacés de mort, agressés ou poussés au déplacement. Ce déplacement peut aussi être le résultat du refus d'un gang d'avoir des résidents LGBT dans son territoire. Ainsi, en février 2017, des membres d'un gang se sont juré « d'exterminer » toutes les femmes transgenres et en l'espace de 72 heures, trois d'entre elles ont été assassinées. En raison de l'absence de protection et de réaction de l'Etat, elles ont commencé à se déplacer puis à fuir au-delà des frontières. Le CEAR rapporte dans un rapport publié en février 2019 qu'assassiner une personne de cette communauté, après plusieurs jours de viol et de tortures, constitue un rite d'initiation commun des gangs¹²².

En février 2019, le TAM relève un haut degré d'impunité et note que le Parquet ne dispose pas d'un registre des cas ayant abouti à un procès, ni des peines appliquées¹²³. Il n'existe à ce jour pas de mécanisme spécifique de protection¹²⁴.

3.9. Certaines professions

D'après plusieurs sources, de nombreux journalistes, en particulier ceux qui couvrent des abus de pouvoir, la corruption ou des faits liés aux gangs dans divers médias, subissent des menaces de mort, tout comme les journalistes qui vivent dans le voisinage des gangs¹²⁵. Le rapport de l'Asociación de Periodistas de El Salvador (APES) portant sur la période 2018-2019 précise que des journalistes qui s'intéressent aux gangs et au narcotraffic se font enlever, menacer et intimider¹²⁶. Le gouvernement est accusé de représailles envers les journalistes qui critiquent sa politique¹²⁷. Si le harcèlement et la violence amènent certains journalistes à l'autocensure, il reste des médias indépendants et critiques comme *El Faro* et la *Revista Factum*¹²⁸.

Des défenseurs des droits humains, des leaders de communauté et des défenseurs de l'environnement fuient des poursuites opérées tant par les réseaux criminels que par les forces de sécurité, selon Freedom House¹²⁹. Des leaders religieux travaillant avec d'anciens membres de gangs ou qui sont critiques envers le gouvernement sont harcelés¹³⁰.

Des professeurs et éducateurs dans des écoles publiques et des institutions éducatives sont également en danger d'extorsions, de menaces, de déplacement forcé et d'assassinats, selon le rapport de février 2019 du TAM. Le risque provient d'élèves ou d'étudiants membres (ou enfants de membres) de gangs ordinaires, les enfants des leaders fréquentant généralement des écoles privées. Les enseignants sont sommés de payer de l'argent et de faire réussir les membres des gangs. Des enseignants observent également des cas de violence policière dans des établissements scolaires. Il y

¹²¹ ILGA, 03/2019, [url](#) ; CEAR, 02/2019, [url](#)

¹²² CEAR, 02/2019, [url](#)

¹²³ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

¹²⁴ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹²⁵ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#) ; HRW, 03/2019, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

¹²⁶ APES, 2019, [url](#)

¹²⁷ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#)

¹²⁸ Freedom House, 2019, [url](#)

¹²⁹ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

¹³⁰ Freedom House, 2019, [url](#)

a beaucoup de trafic de drogue au sein de ceux-ci. En cas de non-paiement, des établissements scolaires sont amenés à fermer leurs portes¹³¹.

La journaliste Melissa Vida rapporte par courrier électronique au Cedoca le 4 juillet 2019 l'exemple d'une psychologue ayant des membres de gangs parmi ses clients. Celle-ci a raconté que l'un de ses collègues s'était fait assassiner à l'hôpital où elle travaillait sous prétexte qu'il n'avait pas traité correctement son patient¹³².

3.10. (Ex-)policiers et (ex-)militaires

Les sources consultées soulignent que, entravant l'activité des gangs, les membres actuels et les anciens membres des forces de sécurité risquent des menaces, de la violence, des assassinats, un recrutement forcé pour leur expertise en matière d'armement, une pression à collaborer et un déplacement en raison de leur profession¹³³.

La plupart des policiers au bas de l'échelle proviennent de milieux modestes, ce qui les oblige à résider dans des quartiers régis par les gangs. Cela augmente le risque qu'ils courent, eux et leur famille¹³⁴, et les contraint à trouver un *modus vivendi*¹³⁵ en concluant des accords de non-agression avec les gangs dans leur communauté ou à taire leur appartenance au corps de police¹³⁶.

La plupart des soldats et policiers sont tués en dehors de leur service. Ce ciblage par les gangs est régulièrement couvert par la presse¹³⁷.

3.11. Autres agents du secteur public, en particulier ceux impliqués dans l'investigation ou la lutte contre le crime organisé, y compris des juges, procureurs et avocats¹³⁸

Des criminologues légistes qui recherchent les corps des victimes peuvent faire l'objet d'un assassinat. Ainsi par exemple, Israel Ticas, un criminologue légiste médiatisé, a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat et porte une arme où qu'il aille¹³⁹.

Le Conseil des Droits de l'homme des Nations unies rapporte que certains juges sont transférés vers des lieux plus sûrs suite à des menaces¹⁴⁰.

¹³¹ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; UNHCR, 15/03/2016, [url](#)

¹³² Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019

¹³³ HRW, 03/2019, [url](#) ; USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; Freedom House, 2019, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹³⁴ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; ICG, 26/11/2018, [url](#)

¹³⁵ ICG, 19/12/2017, [url](#)

¹³⁶ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹³⁷ The Washington Post, 03/03/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 03/05/2019, [url](#) ; El Salvador, 28/04/2019, [url](#) ; UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; El Salvador, 02/05/2019, [url](#) ; El Salvador, 05/05/2019, [url](#)

¹³⁸ UNHCR, 03/2016, [url](#)

¹³⁹ Vice, 31/03/2018, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹⁴⁰ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

3.12. Membres de la famille, personnes à charge, autres membres du ménage des personnes tombant dans les profils à risque

A titre d'exemple, les mères et les compagnes de membres de gangs sont ciblées par les gangs adverses. C'est également le cas des épouses de policiers et de militaires¹⁴¹.

3.13. Indigènes

Au-delà de la discrimination raciale et économique¹⁴² dont elles souffrent, les communautés indigènes disent actuellement faire face aux gangs poussés hors des centres urbains par la police. Ces gangs s'approprient leurs terres et menacent leurs enfants lorsque ceux-ci traversent des limites territoriales arbitrairement redessinées par les gangs à travers les terres ancestrales, forçant des enfants à abandonner l'école ou à quitter leur domicile¹⁴³.

4. Répartition géographique de la violence

La présence des gangs se ressent quasi partout, tant en milieu urbain qu'en milieu rural¹⁴⁴.

Selon les sources, les gangs ont étendu leur présence jusqu'à 181¹⁴⁵ voire 247¹⁴⁶ municipalités (sur un total de 262) dans les quatorze départements que compte le pays.

Depuis 2015, les gangs migrent aussi des zones urbaines vers des communes tranquilles à faible présence policière¹⁴⁷. Selon la police, ils peuvent y développer leurs réseaux criminels et fuir la justice en se cachant dans les parties plus isolées et montagneuses de ces communes. D'après un article de presse, les départements les plus affectés par le phénomène sont Chalatenango et Morazán. L'article évoque une augmentation significative de la criminalité dans ces départements entre 2017 et 2018¹⁴⁸.

5. Impact de la violence sur la vie quotidienne

5.1. Société

Selon les sources, la pauvreté concerne environ 30 % (2 millions de personnes environ)¹⁴⁹ à 40 %¹⁵⁰ de la population salvadorienne (environ 6,5 millions de personnes). D'après un article paru en mai 2019 dans *El Economista*¹⁵¹, seulement 16 % de la population du Salvador se voit comme appartenant

¹⁴¹ UNHCR, 15/03/2016, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; NRC, 27/09/2018, [url](#)

¹⁴² Freedom House, 2019, [url](#)

¹⁴³ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#)

¹⁴⁴ BBC, 01/02/2019, [url](#) ; IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; IDMC, Cristosal, 09/2018, [url](#)

¹⁴⁵ El Salvador, 25/08/2018, [url](#)

¹⁴⁶ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹⁴⁷ Le commerce y est concentré et les opportunités d'extorsion y sont plus importantes. El Salvador, 25/08/2018, [url](#) ; National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹⁴⁸ El Salvador, 25/08/2018, [url](#)

¹⁴⁹ El Salvador, 07/04/2019, [url](#), Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁵⁰ Breda T., chercheur sur le Triangle Nord, ICG, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁵¹ El Economista, 07/05/2019, [url](#)

à la classe moyenne, ce qui revient à un million de personnes¹⁵². L'administration du président précédent considérait que la classe moyenne était constituée de 25 % de la population¹⁵³. Tiziano Breda, chercheur sur le Triangle Nord auprès d'ICG, reconnaît que sur papier, le taux d'inégalité du pays n'est pas si prononcé avec un score de 0.36 à l'Indice Gini¹⁵⁴, mais il rappelle que les 20 % les plus riches de la population possèdent un peu moins de la moitié de la richesse du pays¹⁵⁵. La journaliste Melissa Vida ajoute que les Salvadoriens appartenant aux classes élevées sont très peu nombreux : « 160 millionnaires en 2015 »¹⁵⁶.

Il y a au Salvador des personnes qui disent ne jamais avoir vu un membre de gang et qui considèrent que cette problématique n'affecte qu'« un secteur marginalisé de la population [traduction¹⁵⁷]¹⁵⁸. Interrogé par le Cedoca sur un lien entre l'appartenance à une couche sociale et le niveau de sécurité, Tiziano Breda, le chercheur pour le Triangle Nord d'ICG, répond par courrier électronique le 4 juillet 2019 :

« Broadly speaking, having access to good education services, and thus being more likely able to find an employment afterwards, help avoiding contact with gangs. Being again related to state presence, and being the Salvadoran state model very unequitable, normally it is easier for the upper class, which also benefits from a greater presence of public and private security personnel, to avoid contact with gang violence. Regardless of the level of income, it is also more difficult to escape gang violence if one belongs to a community known to have strong gang presence, due to a widespread and very strong stigma »¹⁵⁹.

Pour les couches plus nanties de la population, Melissa Vida complète ainsi, dans un courrier électronique au Cedoca du 4 juillet 2019 :

« Only upper classes can escape from gang violence. They are isolated from the rest of society and live in zones that are not controlled by gangs. They also own large businesses that are not prone to extortion. The upper-class have their own private sports clubs and don't need to use public facilities. Richer people live in villas or higher-end compounds. Compounds, which cost at the very minimum 700\$ per month when the official minimum salary is around 300\$, have security at the entrance who check everyone who enters and only allow people who are invited by residents »¹⁶⁰.

Cela ne l'empêche pas de se souvenir qu'en 2017, un propriétaire d'un parc aquatique a été assassiné supposément pour ne pas avoir payé l'extorsion¹⁶¹. Elle affirme aussi :

« For the upper-middle class and higher class, the government or their company provides them with private transportation. They send their children to school with bodyguards and private transport. They sometimes send their children to study abroad, too. They go to shops by car. Upper

¹⁵² Selon Alexander Segovia, président de l'Instituto Centroamericano para el Desarrollo y el Cambio Social (INCIDE) et ancien secrétaire technique de la présidence, cité dans l'article d'El Economista, il manque au Salvador une cartographie complète de la stratification sociale.

¹⁵³ El Economista, 07/05/2019, [url](#)

¹⁵⁴ « Le coefficient de Gini est une mesure statistique qui permet de mesurer des disparités dans une population donnée. Le coefficient de Gini est utile pour synthétiser l'inégalité de salaire, de revenu et de niveau de vie au sein d'un pays. Il varie entre 0 et 1. Le coefficient de Gini, aussi appelé indice de Gini, est égal à 0 dans un pays où il existe une égalité parfaite, où tous les salaires, les revenus et les niveaux de vie sont égaux. À l'inverse, il est égal à 1 lorsque, dans un pays donné, tous les salaires et les revenus seraient nuls sauf un. Plus l'indice de Gini est élevé, plus l'inégalité est importante. » JDN, 01/02/2019, [url](#)

¹⁵⁵ Breda T., chercheur sur le Triangle Nord, ICG, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁵⁶ Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁵⁷ « Esta problemática afecta a sectores marginados de la población ».

¹⁵⁸ Colombia informa, [url](#)

¹⁵⁹ Breda T., chercheur sur le Triangle Nord, ICG, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁶⁰ Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁶¹ Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019 ; El Salvador Times, 03/11/2017, [url](#) ; El Mundo, 18/10/2017, [url](#)

classes may live with with bodyguards, private security, surveillance cameras, guarded residences and they don't need to go themselves to areas controlled by gangs. Also, there have been cases of gang members living and operating from guarded residences as well »¹⁶².

Au sujet des habitations, Breda précise ceci :

« It is very common to live in restricted areas surveilled by guards in El Salvador. It also happens in gang-controlled areas. There is actually a proliferation of private security services, whose personnel is more numerous than the police and army. Crisis Group heard that in some cases the same gangs are even involved in this business, forcing communities to put one of their members as guard »¹⁶³.

Quant à la classe moyenne, Melissa Vida nuance sa situation en ces termes :

Middle classes struggle because they have family in poorer areas or have businesses. They are therefore "at the edge of danger" when they leave their guarded residences. They sometimes own small and medium-sized business that are prone to extortion. Therefore, they may less exposed to common violence, but they are exposed to extortion, which can prove deadly. Middle-class people therefore cohabit with higher-ranked criminals there – I have personally known someone who had more issues with MS13 gang in a guarded residence than in his poorer neighborhood where he used to live. He eventually moved back to his old neighborhood where "gangs knew him". Middle classes move around by car. This transportation makes them less vulnerable to assaults and gang members "who spot strangers" in their controlled area than public transport. However, assaults can also happen to people who move around by car – for example if you have a problem with your car and need to stop at the edge of the road, it is very stressful.»¹⁶⁴.

De manière générale, il est plus aisé d'éviter le contact avec les gangs lorsque l'on peut se permettre un moyen de transport privé et qu'on vit dans des quartiers sécurisés, selon Tiziano Breda dans son courrier électronique du 4 juillet 2019¹⁶⁵.

Latino Barometro fournit chaque année des indices relatifs aux pays d'Amérique Latine¹⁶⁶. Le dernier rapport révèle que 68 % des Salvadoriens ayant répondu à l'enquête 2018 se sont dits suffisamment ou très satisfaits de leurs conditions de vie¹⁶⁷.

5.2. Liberté de mouvement

D'après de nombreuses sources, l'Etat salvadorien n'est pas en mesure de garantir la liberté de mouvement dans bon nombre de régions, en raison du contrôle territorial des gangs¹⁶⁸. La devise de la MS 13 « *Ver, oír y callar, si de la vida quieres gozar* » (voir, entendre et se taire, si tu veux profiter de la vie) se lit sur de nombreux murs dans les quartiers. Dénoncer équivaut à se condamner soit à la mort, soit à la fuite¹⁶⁹.

¹⁶² Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁶³ Breda T., chercheur sur le Triangle Nord, ICG, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁶⁴ Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁶⁵ Breda T., chercheur sur le Triangle Nord, ICG, courrier électronique, 04/07/2019

¹⁶⁶ Le rapport de 2018 se base sur des interviews menées en face à face dans 18 pays sur le continent entre le 15 juin et le 2 août 2018, sur des échantillons représentatifs de la population nationale de 1.000 à 1.200 cas, avec une marge d'erreur autour de 3 %.

¹⁶⁷ Corporación Latinobarómetro, 09/11/2018, [url](#)

¹⁶⁸ BBC, 01/02/2019, [url](#) ; El País, 06/02/2019, [url](#) ; The New York Times, 06/02/2019, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#) ; Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#) ; IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#) ; Freedom House, 2019, [url](#)

¹⁶⁹ IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#)

Le rapport du département d'Etat américain publié en mars 2019 relatif à l'année 2018 décrit ces restrictions sur la liberté de circuler librement en ces termes :

« The major gangs controlled their own territory. Gang members did not allow persons living in another gang's controlled area to enter their territory, even when travelling via public transportation. Gangs forced persons to present government-issued identification cards (containing their addresses) to determine their residence. If gang members discovered that a person lived in a rival gang's territory, that person risked being killed, beaten, or not allowed to enter the territory »¹⁷⁰.

5.3. Agriculture et pisciculture

Un rapport conjoint de InSight Crime et Global Initiative publié en mai 2019 rapporte que :

« In El Salvador and Honduras, territorial gang extortion has also spread to the countryside. Criminal structures levy fees from agriculture businesses, such as sugar cane producers and coffee growers, by barring access to the fields, burning the crops or killing workers.⁷⁷ Cattle ranchers in certain areas of El Salvador are also reported to pay an extortion fee per animal. Interviews for this report revealed evidence of this in Bajo Lempa, for example, around an hour's drive from San Salvador. And reports have also circulated of the gangs extorting fishermen and controlling the fishing trade in the Cerrón Grande reservoir, in Chalatenango »¹⁷¹.

5.4. Enseignement

La plupart des établissements scolaires publics sont affectés par la présence des gangs, à 80 % selon un rapport auquel renvoie le Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional (CESEDEN)¹⁷² ou à près de 65 % selon le ministère de l'Education cité par l'ICG. Une école située sur le territoire d'un gang est considérée comme sa propriété¹⁷³.

Des enseignants et des étudiants subissent de l'intimidation et des violences de la part de membres de gangs¹⁷⁴.

La présence des gangs entraîne de nombreuses conséquences, comme la diminution de la qualité de l'enseignement, l'abandon scolaire d'autres étudiants, des demandes de réaffectation de la part des enseignants¹⁷⁵.

Un rapport du journal *El Faro* précise que l'abandon scolaire consécutif à la délinquance a augmenté de 120 % les « dernières années » [en 2017]. Ceci est lié à l'insécurité résultant des menaces de la part des gangs et au danger de franchir leurs frontières. Une enquête d'opinion menée par l'Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) en novembre et décembre 2018 révèle que parmi les personnes ayant répondu avoir subi, au cours de l'année 2018, un déplacement forcé pour se protéger d'une menace ou d'un fait de violence, 5,8 % ont répondu avoir sous leur toit un enfant ou adolescent qui a dû changer d'établissement scolaire en 2018, et ce, jusqu'à deux ou trois reprises¹⁷⁶.

A titre d'exemple, un jeune témoigne auprès de *National Geographic* de son sentiment de vivre prisonnier. Pour soutenir financièrement sa mère, il souhaite obtenir un diplôme en éducation physique

¹⁷⁰ USDOS, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 03/2019, [url](#)

¹⁷¹ InSight Crime, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 03/05/2019, [url](#)

¹⁷² IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#)

¹⁷³ ICG, 19/12/2017, [url](#)

¹⁷⁴ Freedom House, 2019, [url](#)

¹⁷⁵ IEEE via Doc Player, 04/2017, [url](#)

¹⁷⁶ IUDOP, UCA, 01/2019, [url](#)

mais il ne peut pas quitter le quartier. Deux mois plus tôt, il avait dû décliné une place dans un club de football américain parce que s'il jouait sur le territoire de la Calle 18, son affiliation de quartier pouvait le faire tuer¹⁷⁷.

5.5. Commerce

Selon un rapport conjoint de InSight Crime et Global Initiative publié en mai 2019 :

« Many companies now integrate extortion charges into their operating costs and have upped their spending on private security, insurance and other measures that they take to limit the impact of extortion on their operations. The high levels of extortion not only inhibit the ability of companies to operate and impact their efficiency, but also discourage new investment in business activities vulnerable to these criminal schemes. Jorge Daboub, former head of the National Association of Private Enterprise (Asociación Nacional de Empresas Privadas) in El Salvador, said that the extortion of big business is endemic. The gangs tend to focus on larger businesses, which can afford bigger payments – major companies can allegedly pay up to US\$1 million a year. Private companies are forced to consider extortion as a 'non-deductible expenditure,' according to Daboub, which translates into a fixed production cost in their accounting, and eventually an increase in the product's price, so the cost of extortion is ultimately passed on to the consumer »¹⁷⁸.

Des propriétaires d'entreprise peuvent être amenés à fermer leur affaire et partir en raison des conséquences financières de l'extorsion et de l'insécurité plus qu'en raison des menaces, lorsque *la renta* n'est pas proportionnelle aux revenus¹⁷⁹. Un vendeur au marché préfère risquer des retards de paiements à l'administration communale pour la location de son emplacement, plutôt que de ne pas payer *la renta* aux gangs¹⁸⁰. ICG explique à cet égard que :

« Extortion at places of business is the bigger problem. At least once a week, older gang members, or *mareros*, come by every shop and vendor's stall in the neighbourhood market to collect the *renta*, or protection money, from merchants who can't afford their own security guards. Again, most shopkeepers pay. To defy the gangs is to court death »¹⁸¹.

La presse rapporte régulièrement des cas d'homicides (souvent de commerçants ou de vigiles) ayant lieu dans les marchés ou dans leurs environs (des personnes y sont enlevées puis tuées ailleurs)¹⁸².

5.6. Vie politique

La presque omniprésence territoriale¹⁸³ des gangs fait d'eux une autorité *de facto*. Le contrôle qu'ils exercent sur la vie quotidienne dans les quartiers est tout puissant. M. Gaborit, président du département de psychologie à l'Universidad Centroamericana, cité dans un article académique paru en 2017, estime que le pouvoir des gangs excède celui « de tout autre parti politique » en termes d'argent, d'armement, de structure verticale, de présence nationale et de personnel¹⁸⁴. Le quotidien *El Mundo* a posé la question « Qui dirige le pays, d'après vous ? » à 1.000 Salvadoriens entre le

¹⁷⁷ National Geographic, 03/2019, [url](#)

¹⁷⁸ InSight Crime, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 03/05/2019, [url](#)

¹⁷⁹ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

¹⁸⁰ La Prensa Gráfica, 22/04/2019, [url](#)

¹⁸¹ ICG, 26/11/2018, [url](#)

¹⁸² Par exemple, El Salvador, 18/03/2018, [url](#) ; El Salvador, 12/10/2018, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 14/10/2018, [url](#) ; La Página, 20/10/2018, [url](#) ; La Noticia SV, 14/01/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 09/02/2019, [url](#) ; El Pueblo, 15/03/2019, [url](#) ; Noticias Dos Minutos, 27/03/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 12/06/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 16/06/2019, [url](#)

¹⁸³ La Mara Salvatrucha est présente dans 94 % des 262 communes que compte le pays. ICG, 26/11/2018, [url](#)

¹⁸⁴ McNamara P., 08/09/2017, [url](#)

28 octobre et le 1^{er} novembre 2017. Parmi les quatorze catégories de réponses, les quatre premières sont, en ordre décroissant : le crime / les gangs (42 %), ne savent pas / sans réponse (15 %), le gouvernement (12 %), et à *ex aequo* le président (6 %) et les politiciens (6 %)¹⁸⁵.

Un article examinant l'impact des gangs sur le comportement électoral paru en avril 2019 suggère une atteinte au droit de s'engager librement en politique de manière nuancée¹⁸⁶. Un analyste et commandant de l'ancienne guérilla devenue parti politique Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) considère que les gangs disposent d'un pouvoir politique, économique et militaire et que dès lors, entreprises et partis politiques sont forcés de négocier avec eux¹⁸⁷. Leur puissance est devenue incontournable au point qu'à un moment, chacun des grands partis politiques du Salvador a payé des gangs pendant les élections¹⁸⁸. Lors des présidentielles de 2014, des négociations ont eu lieu entre des dirigeants des partis ARENA et FMLN et des gangs afin d'éviter qu'ils ne boycottent leurs candidats respectifs¹⁸⁹. Des enquêtes et des témoignages indiquent que les chefs politiques de ARENA et du FMLN ont payé 350.000 \$ en échange de votes dans les territoires sous leur contrôle lors de l'élection présidentielle de 2014¹⁹⁰.

Selon un article de la British Broadcasting Corporation (BBC), les gangs ont pesé dans l'élection présidentielle de février 2019 par le vote de leurs propres membres, mais aussi par le vote obtenu d'autres électeurs. Nombre d'entre eux ont rapporté que les gangs ont exigé leurs documents d'identité et les ont menacé pour les faire voter pour un parti déterminé. L'article rappelle que le journal digital salvadorien *El Faro* a révélé en 2018 que Nayib Bukele, le candidat le mieux positionné pour la présidentielle, a conclu des accords avec les gangs lorsqu'il était maire de San Salvador, afin d'exécuter ses projets dans des zones dangereuses¹⁹¹.

Freedom House confirme les éléments évoqués ci-dessus : une influence significative sur la vie politique du Salvador, candidats politiques menacés par des gangs, négociations et transactions entre partis et gangs, inflexion du vote par arrosage financier des gangs par les partis, gangs assurant la sécurité d'événements politiques, accès privilégiés aux politiciens par des chefs des gangs ou encore investissement par le parti dans des services sociaux pour les familles des membres de gangs¹⁹².

6. Déplacement interne

Le nombre de déplacés internes varie selon la source qui le rapporte.

Le gouvernement est réticent à reconnaître le phénomène du déplacement interne, voire à utiliser cette terminologie. Les chiffres qu'il a livrés (des centaines de personnes déplacées) présentent une disparité frappante avec ceux présentés par la société civile et les organismes internationaux (des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes déplacées)¹⁹³. En dépit d'une décision de la Cour suprême reconnaissant l'existence du phénomène du déplacement interne forcé en raison de violence en juillet 2018¹⁹⁴, le phénomène n'est à ce jour pas reconnu ni par l'exécutif, ni par le législatif¹⁹⁵. Le Tribunal Administrativo Migratorio du Costa Rica précise dans son rapport de février 2019 que l'Etat

¹⁸⁵ InSight Crime, [url](#)

¹⁸⁶ LARR (Córdova A.), 10/04/2019, [url](#)

¹⁸⁷ BBC, 01/02/2019, [url](#)

¹⁸⁸ ICG, 26/11/2018, [url](#)

¹⁸⁹ BBC, 01/02/2019, [url](#)

¹⁹⁰ ICG, 19/12/2017, [url](#)

¹⁹¹ BBC, 01/02/2019, [url](#)

¹⁹² Freedom House, 2019, [url](#)

¹⁹³ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

¹⁹⁴ Factum, 13/07/2018, [url](#)

¹⁹⁵ ARPAS, 10/01/2019, [url](#)

aborde le déplacement comme de la « mobilité interne »¹⁹⁶. Une conséquence de cette non-reconnaissance est l'absence d'un registre officiel de données¹⁹⁷. En effet, l'IDMC et le Norwegian Refugee Council (NRC) rappellent dans leur rapport mondial publié en mai 2019 que les données peu nombreuses en provenance du Salvador empêchent une évaluation précise de la réelle échelle du déplacement interne¹⁹⁸.

Le Cristosal affirme dans son rapport de 2018 que le phénomène du déplacement interne forcé est en augmentation « ces dernières années »¹⁹⁹. Les déplacés sont extrêmement difficiles à quantifier dans la mesure où ils cherchent précisément à disparaître des radars des gangs ou des autorités²⁰⁰. L'analyse des chiffres réalisée par l'IDMC en 2019 révèle que l'année 2018 a vu 246.000 nouveaux déplacements internes (soit un peu moins de 4 % de la population)²⁰¹.

Le rapport précédent de l'IDMC et du NRC publié en mai 2018 rapporte que les nouveaux déplacements²⁰² survenus au Salvador en 2017 recouvrent 296.000 déplacements (soit 4,5% de la population) en raison d'un conflit/de la violence et 390 déplacements en raison d'une catastrophe naturelle²⁰³.

Les motifs de déplacements sont divers. La page relative au pays sur le site de l'IDMC et du NCR affirme « Gang activity is the main driver of displacement in El Salvador », sans préciser la période à laquelle se rapporte cette affirmation²⁰⁴. L'Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana de José Simeón Cañas (IDHUCA) considère dans son rapport annuel de 2019 que les gangs en sont les principaux responsables²⁰⁵. Dans son chapitre consacré au déplacement urbain et la violence criminelle dans les villes de Medellín et de San Salvador, le rapport mondial sur le déplacement interne publié en mai 2019 rappelle les conclusions d'un rapport antérieur²⁰⁶ :

« For those who have been victims of crime or targeted persecution, it is often the only reason they flee. For others, it may be one of several considerations, including economic conditions and family reunification. Other factors are also emerging, such as violence perpetrated by the security forces, drought and food shortages »²⁰⁷.

Une enquête d'opinion menée par l'IUDOP en novembre et décembre 2018 révèle que 5,2 % des personnes ayant répondu ont subi, au cours de l'année 2018, un déplacement forcé pour se protéger d'une menace ou d'un fait de violence²⁰⁸. La page relative au Salvador du site de l'IDMC décrit que la violence criminelle est le facteur déclencheur principal, suivi par la réaction violente de l'Etat. Elle énumère des facteurs plus concrets parmi lesquels : le recrutement force, l'extorsion, l'exploitation sexuelle et l'abus sexuel, des demandes de services professionnels, une persécution liée au travail, l'insécurité générale, la perception d'être dans le collimateur d'un gang, l'appropriation d'une résidence par les gangs comme poste d'observation, le stockage d'armes et d'autres activités illicites, avant d'évoquer, en dernier lieu, les catastrophes naturelles²⁰⁹. Selon Cristosal, les nouveaux déplacés en 2017 invoquent les motifs suivants à leur déplacement (plusieurs réponses autorisées par personne) : des menaces (80,01 % des cas enregistrés), l'homicide d'un parent ou la tentative d'homicide sur eux

¹⁹⁶ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

¹⁹⁷ ICG, 19/12/2017, [url](#) ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

¹⁹⁸ IDMC, NRC, 05/2019, [url](#)

¹⁹⁹ Cristosal, 27/04/2018, [url](#)

²⁰⁰ Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, 23/04/2018, [url](#)

²⁰¹ IDMC, 2019, [url](#)

²⁰² Le caractère interne ou non de ces déplacements n'est pas précisé.

²⁰³ IDMC, NRC, 16/05/2018, [url](#)

²⁰⁴ IDMC, NRC, 2019, [url](#)

²⁰⁵ IDHUCA, 2019, [url](#)

²⁰⁶ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

²⁰⁷ IDMC, NRC, 05/2019, [url](#)

²⁰⁸ IUDOP, UCA, 01/2019, [url](#)

²⁰⁹ IDMC, 2019, [url](#)

ou sur un membre de leur foyer (22,6 % des cas enregistrés), l'extorsion (11,3 % des cas enregistrés), et le recrutement forcé (4,3 % des cas enregistrés)²¹⁰. Les conclusions supra divergent de celles du gouvernement salvadorien qui publie en mars 2018 un rapport dont il ressort que les motifs principaux de déplacement interne sont économiques (57 % des répondants) et familiaux (40 % des répondants), seulement 5 % des personnes soumises à l'enquête invoquant des faits de violence comme motif de déplacement²¹¹.

Les schémas de déplacement sont majoritairement intra-urbains, mais évoluent également vers les campagnes, voire vers l'étranger, selon ce qu'indique le rapport mondial de l'IDMC et du NRC paru en mai 2019 :

« Most, however, is known to take place from informal settlements in peri-urban areas of large towns and cities. IDPs tend to move to safer neighbourhoods in the same city in an effort to minimise disruption to their work, education and family and social networks. If they are unable to find a viable local option, however, or if the threats or violence they face are severe, people will flee further afield, whether it be to another city, department or country. In fact, what was previously a largely intra-urban phenomenon appears to be becoming less so. Some urban-to-rural displacement has been observed and it is thought to be increasing, but many more people choose to leave the country instead. Much of it takes place in marginal neighbourhoods and many people flee within the same city, to minimise the disruption to their lives, but others flee beyond the city and even country borders »²¹².

Suite à une mission sur le terrain en avril 2016, la CISR a publié en septembre 2016 un rapport qui commente la viabilité d'un éventuel déménagement dans le pays en ces termes :

« Le déplacement interne est [traduction] 'difficile' au Salvador en raison des liens très serrés qui existent dans les communautés, où tout le monde se connaît¹⁸⁷. Selon l'ALDES, la réinstallation des gens qui fuient les gangs est [traduction] « très difficile », car la portée de ces organisations fait en sorte qu'elles sont en mesure de retracer une personne partout au pays. D'après des sources, quand une personne déménage d'une communauté à une autre, elle fait l'objet d'une enquête par le gang qui contrôle ce nouvel endroit¹⁸⁸. Lorsqu'une personne déménage d'une communauté dominée par un gang vers une communauté dominée par le même gang, la clique de ce nouvel endroit recueille de l'information sur cette personne à des fins de vérification auprès de la clique du lieu d'origine¹⁸⁹. Par ailleurs, si la personne déménage dans un territoire contrôlé par un autre gang, elle risque d'être assassinée¹⁹⁰. Selon la Fondation Cristosal, il s'agit d'un mécanisme que les communautés utilisent pour [traduction] « se protéger contre les étrangers ». Le professeur Gaborit a expliqué que les gangs ont de solides réseaux de communication, dont un vaste réseau pour espionner et échanger des renseignements¹⁹¹. Des sources affirment que les gangs recueillent de l'information de diverses manières, y compris au moyen de leurs activités légales - entreprises, commerces et stations de lavage de voitures - à l'intérieur du quartier¹⁹². Ils infiltrent aussi des compagnies, des centres d'appels et des supermarchés¹⁹³. Les gangs sont en mesure de découvrir, en peu de temps, à quel endroit une personne déplacée s'est établie¹⁹⁴. Selon l'IGSP, le déplacement des victimes et des personnes témoins d'actes criminels à l'intérieur du pays est possible au Salvador; cependant, si l'organisation qui est à la recherche d'une personne est déterminée à la retrouver, [traduction] 'il est fort probable que cette personne sera retrouvée' »²¹³.

²¹⁰ Cristosal, 27/04/2018, [url](#)

²¹¹ Ministerio de Justicia y Seguridad Pública, 03/2018, [url](#)

²¹² IDMC, NRC, 05/2019, [url](#)

²¹³ CISR, 09/2016, [url](#)

Au terme de sa mission au Salvador en juillet 2017 pour évaluer la situation des personnes déplacées, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays note l'absence d'un système global de protection effectif et fonctionnel face à la vulnérabilité des personnes ayant fui la violence²¹⁴. Un rapport daté de septembre 2018 de l'IDMC et du Refugee Law Initiative informe que de nombreux déplacés internes ne parviennent pas à trouver la sécurité dans leur propre pays, ce qui aboutit à un nombre croissant de mouvements franchissant les frontières nationales au sein de la région et au-delà²¹⁵. En février 2019, le rapport du TAM révèle que les personnes ayant fait l'objet de menaces ou d'extorsion de la part des gangs, dans de nombreux cas, font quatre à cinq déplacements vers d'autres départements. Mais le contrôle territorial des gangs est tel qu'il ne permet pas que des personnes se déplacent dans des conditions sûres et qu'elles puissent protéger leur vie²¹⁶.

²¹⁴ HRW, 03/2019, [url](#)

²¹⁵ IDMC, Refugee Law Initiative, 09/2018, [url](#)

²¹⁶ TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019

Résumé

Les sources consultées interprètent de façon très diverse la nature de la violence qui oppose les gangs entre eux et à l'Etat. Au cours des dix-sept dernières années, des gouvernements de gauche et de droite se sont alternés, maniant une politique répressive au final peu efficace au vu du développement du phénomène des gangs. En dépit d'une apparente baisse constante des homicides depuis 2015, les sources concordent sur le fait que le Salvador est l'un des pays les plus dangereux du monde.

Les gangs principaux sont la Mara Salvatrucha et le Barrio 18. Les quelque 60.000 membres de gangs équivalent à 1 % de la population. Leur principale source de revenus est l'extorsion et leur rôle dans le trafic de drogue transnational est limité. La réponse de l'Etat a opéré de profondes transformations en leur sein.

Les forces de sécurité affectées à la lutte antigang sont constituées de policiers, épaulés par des militaires. Progressivement, depuis 2015, des mesures extraordinaires sont devenues permanentes. Les forces de sécurité sont accusées d'être responsables d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires, de déplacement forcé, de torture. L'appareil judiciaire est inefficace et corrompu.

En mars 2016, l'UNHCR a énuméré dans ses lignes directrices une liste de cibles potentielles qu'on peut catégoriser ainsi : des personnes qui résistent aux gangs et des personnes perçues comme y affiliées ; des personnes susceptibles de subir de l'extorsion ; des jeunes ; des femmes ; des personnes LGBT ; certaines professions (journalistes, défenseurs des droits humains, leaders de communauté et des défenseurs de l'environnement, leaders religieux, enseignants, (ex-)policiers et (ex-)militaires, juges, procureurs et avocats) ; et enfin des indigènes.

La présence des gangs se ressent sur la quasi-totalité du territoire national et depuis 2015 se répand encore en zone rurale dans des communes où la présence policière est faible.

Il y a des Salvadoriens qui au quotidien parviennent à éviter les gangs, notamment de par leurs moyens financiers. Le contrôle territorial qu'exercent les gangs restreint la liberté de mouvement. L'agriculture, la pisciculture et le commerce sont frappés par l'extorsion. La plupart des établissements scolaires sont affectés par la présence des gangs. Chacun des grands partis politiques du Salvador a, à un moment, payé des gangs pendant les élections et l'actuel président Nayib Bukele a conclu des accords avec les gangs lorsqu'il était maire de San Salvador, afin d'exécuter ses projets dans des zones dangereuses.

Le nombre de déplacés internes varie selon la source qui le rapporte. L'Etat salvadorien ne dispose pas de chiffres officiels concernant le déplacement interne et rechigne à reconnaître le phénomène. L'IDMC rapporte 246.000 nouveaux déplacements internes en 2018 (soit un peu moins que 4 % de la population) et 296.000 en 2017. Les facteurs déclencheurs sont en premier lieu la violence criminelle selon des sources internationales et la société civile ou des motifs économiques selon le gouvernement. Les schémas de déplacement sont majoritairement intra-urbains, mais s'élargissent également vers les campagnes, voire, vers l'étranger. Plusieurs sources indiquent que le déplacement à l'intérieur du pays permet rarement d'atteindre la sécurité, ce qui enhardit de nombreuses victimes à poursuivre le déplacement au-delà des frontières nationales.

Bibliographie

Contacts directs

Breda T., chercheur sur le Triangle Nord, International Crisis Group (ICG), courrier électronique, 04/07/2019, tbreda@crisisgroup.org

Vida M., journaliste, courrier électronique, 04/07/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Sources écrites et audiovisuelles

ABC, *El «diccionario» secreto de las Maras*, 06/01/2015, <https://www.abc.es/espana/20150106/abci-diccionario-secreto-maras-201501060300.html> [consulté le 28/05/2019]

América Economía, *La violencia bajó en 2018 en El Salvador por tercer año consecutivo*, 03/01/2019, <https://www.americaeconomia.com/politica-sociedad/politica/la-violencia-bajo-en-2018-en-el-salvador-por-tercer-ano-consecutivo> [consulté le 03/05/2019]

Amnesty International (AI), *No safe place*, 11/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AMR0172582017ENGLISH.PDF> [consulté le 17/05/2019]

Asociación de Periodistas de El Salvador (APES), *Informe anual de la relatoría de libertad de prensa de la Asociación de Periodistas de El Salvador (2018-2019)*, 2019, <http://apes.org.sv/wordpress/wp-content/uploads/2019/05/INFORME-RELATORIA-2019-..pdf> [consulté le 17/05/2019]

Asociación de Radiodifusión Participativa de El Salvador (ARPAS), *Desplazamiento forzado debe reconocerse : Encuesta IUDOP*, 10/01/2019, <https://arpas.org.sv/2019/01/desplazamiento-a-causa-de-violencia-debe-reconocerse-segun-encuesta-del-iudop/> [consulté le 29/05/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Elecciones en El Salvador: ¿ qué papel juegan las pandillas en los comicios presidenciales del país centroamericano?*, 01/02/2019, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-47036556> [consulté le 29/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *El feminicidio que llevó a un país a declarar una alerta nacional* [vidéo], 27/12/2018, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-46624282> [consulté le 27/05/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *"La sociedad de El Salvador está condenada a vivir con las pandillas por varias generaciones"*, 11/06/2018, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-44370271> [consulté le 28/05/2019]

Business Insider, *Voici les 20 pays les plus dangereux au monde — et des images qui révèlent la vie là-bas*, 12/11/2018, <https://www.businessinsider.fr/classement-pays-les-plus-dangereux-au-monde-selon-wef#2-venezuela-le-chomage-et-la-traite-humaine-continuent-de-sevir-au-venezuela-ou-larmee-de-liberation-nationale-eln-est-reconnue-comme-organisation-terroriste-des-manifestants-ont> [consulté le 17/05/2019]

Cable News Network (CNN), *Torn from their families in the US, Salvadoran deportees return to a gang-ravaged homeland*, 07/06/2018, <https://edition.cnn.com/2018/06/07/americas/el-salvador-deportees-us-intl/index.html> [consulté le 12/04/2019]

CBS, *Deported from the U.S., now answering your calls*, 20/01/2019, <https://www.cbsnews.com/news/illegal-immigration-economy-call-centers-cbsn-originals/> [consulté le 12/04/2019]

Center for Migration Studies (CMS), Cristosal, *Point of No Return: The Fear and Criminalization of Central American Refugees*, 20/06/2017, <http://cmsny.org/wp-content/uploads/2017/06/CMS-Cristosal-Report-final.pdf> [consulté le 12/04/2019]

Colombia informa, *Las Maras: un reto para El Salvador*, <http://www.colombiainforma.info/las-maras-un-reto-para-el-salvador/> [consulté le 24/06/2019]

Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR) via Asylum in Europe, *Boletín de jurisprudencia de protección internacional: Segundo semestre de 2017*, 05/2018,

https://www.asylum europe.org/sites/default/files/resources/cear_boletin_segundo_semestre_2017.pdf
[consulté le 31/05/2019]

Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR), *Buscamos refugio, Nuestra guerra son las maras*, 02/2019, https://www.cear.es/wp-content/uploads/2019/02/MARAS_VF.pdf [consulté le 31/05/2019]

Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR), *'Maras. Ver, Oír y Callar', el corto para poner al público en la piel de sus víctimas*, 05/04/2019, https://www.cear.es/corto_maras_ver_oir_callar/ [consulté le 31/05/2019]

Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) via YouTube, *El Salvador: Ejecuciones extrajudiciales* [video], 05/09/2017, <https://www.youtube.com/watch?v=C7xCf62MVeI> [consulté le 31/05/2019]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Rapport de la mission d'étude - Partie 1, Les gangs au Salvador et la situation des personnes témoins d'actes criminels et des dénonciateurs de la corruption*, 09/2016, <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/recherche/Pages/Salvador-2016P1.aspx>
[consulté le 12/04/2019]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *El Salvador: Rapport de la mission d'étude - Partie 2, La situation des femmes victimes de violence et des minorités sexuelles au Salvador*, 09/2016, <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/recherche/Pages/Salvador-2016P2.aspx> [consulté le 12/04/2019]

Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays concernant sa visite en El Salvador*, 23/04/2018, <https://undocs.org/fr/A/HRC/38/39/Add.1> [consulté le 31/05/2019]

Consejo Nacional de Seguridad Ciudadana y Convivencia (CNSCC) via Presidencia, *Plan El Salvador seguro. Resumen ejecutivo*, 15/01/2015, <http://www.presidencia.gob.sv/wp-content/uploads/2015/01/El-Salvador-Seguro.pdf> [consulté le 28/05/2019]

Corporación Latinobarómetro, *Informe Latinobarómetro 2018*, 09/11/2018, <http://www.latinobarometro.org/latContents.jsp> [consulté le 24/06/2019]

Cristosal, *Niñez sin tregua. Desplazamiento forzado en el Norte de Centroamérica*, 14/11/2018, <https://static1.squarespace.com/static/5784803ebe6594ad5e34ea63/t/5bec59c48a922dc591a14d71/1542216195438/Informe+Nin%CC%83ez+sin+Tregua+.pdf> [consulté le 27/05/2019]

Cristosal, *Visibilizar lo invisible, Huellas ocultas de la violencia, Informe desplazamiento forzado interno por violencia en El Salvador en 2017*, 27/04/2018, <https://static1.squarespace.com/static/5784803ebe6594ad5e34ea63/t/5b4e132d758d4693e7d658b4/1531843380138/Vizibilizar+lo+invisible.pdf> [consulté le 27/05/2019]

El Economista, *Centroamérica aspira por ser de clase media*, 07/05/2019, <https://www.eleconomista.net/economia/Centroamerica-aspira-por-ser-de-clase-media-20190506-0033.html>
[consulté le 24/06/2019]

El Faro, *El país de las maras*, 10/06/2018, <https://elfaro.net/es/201806/columnas/21997/El-pa%C3%ADs-de-las-maras.htm> [consulté le 14/05/2019]

El Mundo, *Empresario y dos policías víctimas de alza de violencia*, 18/10/2017, <https://elmundo.sv/empresario-y-dos-policias-victimas-de-alza-de-violencia/> [consulté le 12/07/2019]

El Mundo, *La familia que llegó a España huyendo de las maras : "Nos dijeron que nos iban a matar"*, 07/03/2019, <https://www.elmundo.es/papel/historias/2019/03/07/5c800a98fc6c83836d8b45b6.html> [consulté le 31/05/2019]

El País, *How El Salvador's deadliest gang members found God behind bars*, 06/02/2019, https://elpais.com/elpais/2019/02/05/inenglish/1549364188_543813.html [consulté le 30/04/2019]

El Pueblo, *Acribillan a un joven en el mercado San Miguelito*, 15/03/2019, <https://www.elpueblosv.com/2019/03/15/acribillan-a-un-joven-en-el-mercado-san-miguelito> [consulté le 17/06/2019]

El Salvador, *Infografía : Maras expanden sus fechorías a municipios del norte de El Salvador*, 25/08/2018, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/512716/maras-expanden-sus-fechorias-a-municipios-del-norte-del-pais/> [consulté le 29/04/2019]

- El Salvador, *Infografía : Conoce la influencia territorial que tienen las pandillas en El Salvador*, 25/08/2018, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/policia-registra-580-grupos-de-pandillas-en-181-municipios/512707/2018/> [consulté le 14/05/2019]
- El Salvador, *La Policía en alerta ante posible recrudecimiento de ataques de pandillas contra agentes y funcionarios*, 05/05/2019, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/590432/la-policia-en-alerta-ante-posible-recrudecimiento-de-ataques-de-pandillas-contra-agentes-y-funcionarios/> [consulté le 06/05/2019]
- El Salvador, *Militar y esposa iban a culto cuando fueron asesinados por las maras*, 02/05/2019, <https://www.elsalvador.com/eldiariodehoy/589436/militar-asesinado-en-san-martin-era-del-batallon-presidencial/> [consulté le 03/05/2019]
- El Salvador, *Organismo denuncia que España niega refugio a víctimas de las maras*, 19/02/2019, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/organismo-denuncia-que-espana-niega-refugio-a-victimas-de-las-maras/569463/2019/#link> [consulté le 31/05/2019]
- El Salvador, *Pandilleros asesinan a soldado en una cancha de fútbol en Ahuachapán*, 28/04/2019, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/588375/pandilleros-asesinan-a-soldado-que-se-preparaba-para-jugar-futbol/> [consulté le 03/05/2019]
- El Salvador, *La desigualdad*, 07/04/2019, <https://www.elsalvador.com/opinion/observadores/la-desigualdad/582230/2019/> [consulté le 24/06/2019]
- El Salvador, *Encuesta UCA dice, pese a medidas maras controlan territorios*, 10/01/2019, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/encuesta-de-uca-dice-pese-a-medidas-maras-controlan-territorios/556591/2019/> [consulté le 28/05/2019]
- El Salvador, *Pandilleros habrían asesinado a vendedora en mercado Central*, 12/10/2018, <https://www.elsalvador.com/fotogalerias/noticias-fotogalerias/pandilleros-habrian-asesinado-a-vendedora-en-mercado-central/527742/2018/> [consulté le 17/06/2019]
- El Salvador, *Un vendedor es asesinado en el mercado Central capitalino*, 18/03/2018, <https://www.elsalvador.com/videos/noticias-videos/un-vendedor-es-asesinado-en-el-mercado-central/461927/2018/> [consulté le 17/06/2019]
- El Salvador Times, *Policía presume que a dueño de Termales de Santa Teresa lo mandaron a asesinar "porque les convenía más muerto que vivo"*, 03/11/2017, <https://www.elsalvadortimes.com/articulo/sucesos/policia-presume-empresario-termales-santa-teresa-mandaron-matar-porque-convenia-muerto-vivo/20171101183902030928.html> [consulté le 12/07/2019]
- Factum, *Una sentencia obliga al Estado a reconocer el desplazamiento forzado por violencia*, 13/07/2018, <http://revistafactum.com/sala-desplazamientos/> [consulté le 21/05/2019]
- Foreign Policy, *El Salvador's tough policing isn't what it looks like*, 06/07/2019, <https://foreignpolicy.com/2019/07/06/el-salvadors-tough-policing-isnt-what-it-looks-like/> [consulté le 04/07/2019]
- Freedom House, *Freedom in the world 2019. El Salvador*, 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/el-salvador> [consulté le 23/05/2019]
- Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES), *Extorsiones a la micro y pequeña empresa de El Salvador*, 06/2016, <http://fusades.org/sites/default/files/extorsiones%20a%20micro%20y%20peque%C3%B1a%20empresa%20de%20El%20Salvador.pdf> [consulté le 20/06/2019]
- Georgetown Institute for Women, Peace and Security (GIWPS), *Gang violence as armed conflict : A new perspective on El Salvador*, 11/2018, <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2018/12/Gang-Violence-as-Armed-Conflict.pdf> [consulté le 03/05/2019]
- Graduate Institute Geneva (Krause K.), *On political violence*, 29/04/2019, <https://www.graduateinstitute.ch/communications/news/political-violence> [consulté le 03/05/2019]
- Human Rights Watch (HRW), *Informe Mundial 2019 : El Salvador. Eventos de 2018*, 03/2019, <https://www.hrw.org/es/world-report/2019/country-chapters/326038> [consulté le 17/05/2019]
- Igarapé Institute, *Homicide Monitor*, s.d., <https://homicide.igarape.org.br/> [consulté le 13/05/2019]

Informa TVX, *Una generación que construye*, 01/11/2017, <https://informatvx.com/la-gente-prefiere-una-represion-que-lleve-al-extermio-o-la-limpieza-social-reyna/> [consulté le 29/04/2019]

Insight Crime, *Game changers 2016: La nueva guerra civil (carente de ideología) de El Salvador*, 09/01/2017, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/gamechangers-2016-nueva-guerra-civil-carente-ideologia-el-salvador/> [consulté le 03/05/2019]

InSight Crime, *El Salvador citizens say gangs, not government 'rule' the country*, 08/11/2017, <https://www.insightcrime.org/news/brief/el-salvador-citizens-say-gangs-not-government-rules-country/> [consulté le 17/06/2019]

InSight Crime, *The top three security challenges facing El Salvador's president-elect Nayib Bukele*, 21/02/2019, <https://www.insightcrime.org/news/analysis/corruption-gangs-el-salvador-nayib-bukeles-1st-challenges/> [consulté le 14/05/2019]

Insight Crime, *Barrio 18 (M18)*, 11/03/2019, <https://es.insightcrime.org/el-salvador-crimen-organizado/barrio-18-perfil/> [consulté le 07/05/2019]

Insight Crime, *Mara Salvatrucha (MS13)*, 12/03/2019, <https://es.insightcrime.org/el-salvador-crimen-organizado/mara-salvatrucha-ms-13-perfil/> [consulté le 07/05/2019]

InSight Crime, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *A Criminal culture. Extortion in Central America*, 03/05/2019, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/05/Central-American-Extortion-Report-English-03May1400-WEB.pdf> [consulté le 24/06/2019]

Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana de José Simeón Cañas (IDHUCA), *Informe de derechos humanos 2018*, 2019, <http://www.uca.edu.sv/idhuca/wp-content/uploads/IDDHLOGOSVFIN1.pdf> [consulté le 17/05/2019]

Instituto Español de Estudios Estratégicos (IEEE) via Doc Player, *El problema de las «maras» y bandas latinas, dos visiones : desde El Salvador y España. Documento de Trabajo.*, 04/2017, <https://docplayer.es/51867812-El-problema-de-las-maras-y-bandas-latinas-dos-visiones-desde-el-salvador-y-espana-documento-de-trabajo-04-2017.html> [consulté le 21/05/2019]

Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (UCA), 01/2019, <http://www.uca.edu.sv/iudop/wp-content/uploads/INFORME-CRISTOSAL-COMPLETO.pdf> [consulté le 29/05/2019]

Inter Press Service (IPS), *Deported Salvadoran Women Pin Their Hopes on Poultry Production*, 08/02/2019, http://www.ipsnews.net/2019/02/deported-salvadoran-women-pin-hopes-poultry-production/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=deported-salvadoran-women-pin-hopes-poultry-production [consulté le 12/04/2019]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Cristosal, *Returning to El Salvador. Signs of an internal displacement crisis*, 09/2018, http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/201809-idmc-el-salvador-case-study_3.pdf [consulté le 30/04/2019]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *El Salvador. Figure analysis – Displacement related to conflict and violence. GRID 2019*, 2019, <http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/2019-05/GRID%202019%20-%20Conflict%20Figure%20Analysis%20-%20EL%20SALVADOR.pdf> [consulté le 21/05/2019]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Norwegian Refugee Council (NRC), *Country information. El Salvador*, 2019, <http://www.internal-displacement.org/countries/el-salvador> [consulté le 15/07/2019]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Norwegian Refugee Council (NRC), *Global report on internal displacement*, 16/05/2018, <http://www.internal-displacement.org/media-centre/2018-global-report-on-internal-displacement> [consulté le 02/05/2019]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Norwegian Refugee Council (NRC), *Global report on internal displacement*, 05/2019, <http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2019-IDMC-GRID.pdf> [consulté le 04/07/2019]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Refugee Law Initiative, *An atomised crisis. Reframing displacement caused by crime and violence in El Salvador*, 09/2018, <http://www.internal->

displacement.org/sites/default/files/inline-files/201809-el-salvador-an-atomised-crisis-en.pdf [consulté le 31/05/2019]

International Crisis Group (ICG), *Life under gang rule in El Salvador*, 26/11/2018, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/central-america/el-salvador/life-under-gang-rule-el-salvador> [consulté le 07/05/2019]

International Crisis Group (ICG), *Política y violencia perpetua en El Salvador*, 19/12/2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/064-el-salvador-s-politics-of-perpetual-violence-spanish.pdf> [consulté le 10/05/2019]

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), *State sponsored homophobia*, 03/2019, https://ilga.org/downloads/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2019_light.pdf [consulté le 02/05/2019]

Journal du net (JDN), *Coefficient de Gini : définition, calcul, traduction*, 01/02/2019, <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198885-coefficient-de-gini-definition-calcul-traduction/> [consulté le 04/07/2019]

La Noticia SV, *Este lunes 14 de enero se perfila como el día más violento en el inicio del año con 23 homicidios*, 14/01/2019, <https://lanoticiasv.com/vigilante-del-mercado-la-tiendona-fue-asesinado-a-balazos-en-la-madrugada-de-este-lunes> [consulté le 17/06/2019]

La Página, *Asesinan a un hombre en el mercado Central de la capital*, 20/10/2018, <https://www.lapagina.com/sv/nacionales/asesinan-a-un-hombre-en-el-mercado-central-de-la-capital/> [consulté le 17/06/2019]

La Prensa Gráfica, *Asesinan a joven vendedor en el mercado Central*, 14/10/2018, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Asesinan-a-joven-vendedor-en-el-mercado-Central-20181014-0013.html> [consulté le 17/06/2019]

La Prensa Gráfica, *Así cerró el índice de homicidios registrados en 2018, según PNC*, 01/01/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Asi-cerro-el-indice-de-homicidios-registrados-en-2018-segun-PNC-20190101-0220.html> [consulté le 03/05/2019]

La Prensa Gráfica, *Capturan a implicados en 8 homicidios*, 12/06/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Capturan-a-implicados-en-8-homicidios-20190611-0389.html> [consulté le 17/06/2019]

La Prensa Gráfica, *Consejo condena alza de homicidios en El Salvador y dice que ataques contra policías y militares es una táctica de delincuencia*, 03/05/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Consejo-condena-alza-de-homicidios-en-El-Salvador-y-dice-que-ataques-contra-policias-y-militares-es-una-tactica-de-delincuencia--20190503-0258.html> [consulté le 27/05/2019]

La Prensa Gráfica, *En el Centro de San Salvador todavía manda la pandilla*, 22/04/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/En-el-Centro-de-San-Salvador-todavia-manda-la-pandilla-20190421-0410.html> [consulté le 03/05/2019]

La Prensa Gráfica, *Más de un centenar de mujeres asesinadas en El Salvador en lo que va 2019*, 01/05/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Mas-de-un-centenar-de-mujeres-asesinadas-en-El-Salvador-en-lo-que-va-2019-20190501-0312.html> [consulté le 03/05/2019]

La Prensa Gráfica, *Matan a hombre a un costado del mercado Central*, 09/02/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Matan-a-hombre-a-un-costado-del-mercado-Central-20190208-0373.html> [consulté le 17/06/2019]

La Prensa Gráfica, *Prisión provisional para estructura de pandillas de Usulután*, 16/06/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Prision-provisional-para-estructura-de-pandillas-de-Usulután-20190615-0381.html> [consulté le 17/06/2019]

La Vanguardia, *La Fuerza Armada de El Salvador condena el asesinato de cuatro militares*, 29/04/2019, <https://www.lavanguardia.com/vida/20190429/461950269349/la-fuerza-armada-de-el-salvador-condena-el-asesinato-de-cuatro-militares.html> [consulté le 03/05/2019]

- Latin American Studies Association (LASA) (Córdova A.), *Living in gang-controlled neighborhoods : impacts on electoral and nonelectoral participation in El Salvador*, in *Latin American Research Review (LARR)*, volume 54 Issue 1, 10/04/2019, <http://doi.org/10.25222/larr.387> [consulté le 07/05/2019]
- Ministerio de Justicia y Seguridad Pública, *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador. Informe final.*, 03/2018, <http://www.seguridad.gob.sv/download/caracterizacion-de-la-movilidad-interna-a-causa-de-la-violencia-en-el-salvador/?wpdmdl=184387&refresh=5ccae3475300d1556800327> [consulté le 02/05/2019]
- National Geographic, *Inside El Salvador's battle with violence, poverty, and U.S. policy*, 03/2019, <https://www.nationalgeographic.com/magazine/2019/03/el-salvador-violence-poverty-united-states-policy-migrants/> [consulté le 12/04/2019]
- Nayib Bukele 2019, *Modernización del Estado. Plan Cuscatlan*, s.d., https://www.plancuscatlan.com/documentos/plancuscatlan_modernizacion_del_estado.pdf [consulté le 14/05/2019]
- NBC, *Trans woman killed in El Salvador after U.S. deportation, rights group says*, 21/02/2019, <https://www.nbcnews.com/feature/nbc-out/trans-woman-killed-el-salvador-after-u-s-deportation-rights-n973771> [consulté le 12/04/2019]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *10 things you should know about the violence in Central America*, 27/09/2018, <https://www.nrc.no/news/2018/september/10-things-you-should-know-about-the-violence-in-central-america/> [consulté le 03/05/2019]
- Noticias Dos Minutos, *Pandillero asesinado tras asesinato de vigilante en el Centro de San Salvador*, 27/03/2019, <http://noticiasdosminutos.com/noticias/pandillero-asesinado-tras-asesinato-de-vigilante-en-el-centro-de-san-salvador/> [consulté le 17/06/2019]
- Observatorio de Derechos Humanos Rufina Amaya, *Informe de violaciones a derechos humanos 2018*, 2019, <https://drive.google.com/file/d/1Qmi3CUoz0blfA-BJMMKv6TmI4QiG1Dow/view> [consulté le 31/05/2019]
- Organisation mondiale pour la santé (OMS), *Rapport mondial sur la violence et la santé*, 2002, https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/42545/9242545619_fre.pdf;jsessionid=91590C2235742B9F38939E21746E8B0E?sequence=1 [consulté le 02/05/2019]
- Peace in progress magazine (Valencia R.), *Drug violence in Latin America. The overstated role of maras in international drug trafficking*, 11/2018, <http://www.icip-perlapau.cat/numero35/pdf-eng/Per-la-Pau-n35-ac-4.pdf> [consulté le 20/05/2019]
- Refugee Survey Quarterly (McNamara P.), *Political Refugees from El Salvador: Gang Politics, the State, and Asylum Claims*, 08/09/2017, https://experts.umn.edu/ws/portalfiles/portal/116496596/2017_McNamara_RSQ.pdf [consulté le 23/05/2019]
- Revista Factum, *CNN: Agente identificado en escuadrón de la muerte continúa en unidad élite de la PNC*, 30/05/2018, <http://revistafactum.com/fes-jaguaires/> [consulté le 13/05/2019]
- The New York Times, *What's driving people from El Salvador to the U.S.? Gang Violence*, 06/02/2019, <https://nyti.ms/2UHUJy2> [consulté le 30/04/2019]
- The Sacramento Bee, *Gangs, violence, extortion: Gavin Newsom hears stories of deported Salvadorans*, 09/04/2019, <https://www.sacbee.com/news/politics-government/capitol-alert/article229006309.html> [consulté le 12/04/2019]
- The Washington Post, *Going home after half a lifetime*, 30/05/2018, https://www.washingtonpost.com/news/local/wp/2018/05/30/feature/going-home-to-el-salvador-as-the-american-dream-slips-away/?utm_term=.6e6ca5f3de5f [consulté le 12/04/2019]
- The Washington Post, *It's so dangerous to police MS-13 in El Salvador that officers are fleeing the country*, 03/03/2019, https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/its-so-dangerous-to-police-ms-13-in-el-salvador-that-officers-are-fleeing-the-country/2019/03/03/e897dbaa-2287-11e9-b5b4-1d18dfb7b084_story.html?noredirect=on&utm_term=.818acfae76ef [consulté le 31/05/2019]
- Tribunal Administrativo Migratorio (TAM) de Costa Rica, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, *Informe de país de origen. El Salvador*, 02/2019

United Nations Development Programme (UNDP), *Informe sobre desarrollo humano El Salvador 2018 ¡Soy joven! ¿Y ahora qué?*, 2018, www.undp.org/content/dam/el_salvador/docs/SinopsisIDHES2018.pdf [consulté le 20/05/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from El Salvador*, 15/03/2016, <https://www.refworld.org/docid/56e706e94.html> [consulté le 29/04/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Expanding operations in Central America 2019*, 11/02/2019, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2019%20Expanding%20Operations%20in%20Central%20America%20%28February%202019%29.pdf> [consulté le 12/04/2019]

United States Department of State (USDOS), Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country reports on human rights practices for 2018, El Salvador*, 03/2019, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/EL-SALVADOR-2018.pdf> [consulté le 17/05/2019]

Univisión Noticias via You Tube, *La violencia extrema está llevando a muchas niñas salvadoreñas a suicidarse o huir por sus vidas*, 14/05/2019, <https://www.youtube.com/watch?v=3RavjuuEeiQ&feature=youtu.be> [consulté le 17/05/2019]

Vice, *Instrucciones para caminar en San Salvador*, 31/03/2018, https://www.vice.com/es_latam/article/mbx79p/instrucciones-para-caminar-en-san-salvador [consulté le 28/05/2019]